



Saumur Agglopropreté
201, boulevard Jean Moulin
BP 90036
49401 SAUMUR Cedex
02 41 50 44 67
accueil@agglopropre49.fr

VU pour être annexé à la délibération 2020-167 DC
du 1er octobre 2020



Le Président,

Jackie GOULET

RAPPORT DU MANDATAIRE

Communauté d'agglomération Saumur
Val de Loire

**Exercice
du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019**

SOMMAIRE

Partie 1. La vie de la société	4
1. La vie sociale.....	4
1.1. La gouvernance et les mandataires sociaux.....	4
1.2. L'Actionnariat.....	4
1.3. Comité d'étude en charge de la commande publique	5
1.4. Les contrôles externes	5
2. Le personnel de la société	6
2.1. Effectif et mouvements de personnel.....	6
2.2. Organigramme.....	7
2.3. nombre de contrat et turn-over.....	8
2.4. Moyenne d'âge et ancienneté	9
2.5. Intérim	10
2.6. Dialogue social	10
2.7. Politique de santé – Sécurité au travail.....	11
2.8. Absences	13
2.9. Plan de formation	13
3. Les locaux de l'entreprise	15
Partie 2. La présentation des comptes annuels	16
1. Principaux chiffres.....	16
2. Analyse du bilan.....	17
2.1. Détail actif - passif	17
2.2. Principaux ratios du bilan	18
2.3. Situation de la trésorerie	19
3. Analyse du compte de résultat.....	20
3.1. Le résultat d'exploitation.....	21
3.2. Le résultat exceptionnel	27
3.3. Le résultat financier	28
4. Le calcul de l'imposition de la société.....	29
5. Les soldes intermédiaires de gestion	29
5.1. La valeur ajoutée produite.....	29
5.2. L'excédent brut d'exploitation.....	29
6. Dettes auprès des établissements de crédit.....	29
7. Informations sur le solde des dettes fournisseurs de l'exercice.....	30
Partie 3. L'activité opérationnelle de l'exercice écoulé.....	32
1. Eléments de synthèse.....	32
2. Certification et labellisation	33

3. <i>Evolutions du contrat d'obligation de service public</i>	34
4. <i>Insertion et handicap</i>	35
5. <i>Mécénat</i>	35
6. <i>Marchés passés en 2019</i>	36
Partie 4. Engagements de la collectivité au sein de la SPL Saumur Aggloproprete .37	
1 <i>Capital souscrit</i>	37
2 <i>Avance en compte courant d'associe</i>	37
3 <i>Garantie</i>	37
4 <i>Conventions et contrats</i>	37
4.1 <i>Les évolutions du contrat d'obligation de service public</i>	37
4.2 <i>Les autres contrats</i>	37
Partie 5. Apports de la SPL à la collectivité	38
1 <i>Rappel : présentation de l'outil SPL</i>	38
2 <i>Les ressources procurées à la collectivité</i>	39
3 <i>Les services rendus à la communauté d'agglomération</i>	40
Partie 6. Exercice du mandat d'administrateur	41
1. <i>Les représentants de la CASVL au sein de la SPL</i>	41
2. <i>Fonctionnement du conseil d'administration</i>	41
3. <i>Assemblée générale</i>	42

Partie 1. LA VIE DE LA SOCIETE

1. LA VIE SOCIALE

1.1. LA GOUVERNANCE ET LES MANDATAIRES SOCIAUX

La société est administrée par un Conseil d'administration.

Par délibération en date du 27 mai 2014, le Conseil d'administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général.

Suite au renouvellement des représentants de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire lors du Conseil communautaire du 2 février 2017, M. Jean-Marcel Supiot a été désigné pour assurer la fonction de Président de la société par délibération du Conseil d'administration du 12 avril 2017, pour la durée restante de son mandat d'élu.

La Directrice générale, Mme Aurélie Kaminski, est arrivée le 1^{er} octobre 2014 et a été désignée par délibération du Conseil d'administration du 19 novembre 2014, pour une durée illimitée.

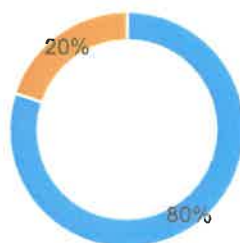
Le Conseil d'administration du 22 juillet 2016 a pris une décision modifiant les limitations de pouvoir de la Directrice générale, liées au statut d'entreprise publique de la société :

- Signature des dossiers d'emprunt par le Président, après validation en Conseil d'administration ;
- Achat et crédit-bail de plus de 25 000 € HT soumis à l'accord préalable du Conseil d'administration ;
- Placement financier soumis à l'accord préalable du Conseil d'administration, sauf placement sans risque et à court terme.

1.2. L'ACTIONNARIAT

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs à la clôture de l'exercice écoulé.

Actionnariat de la SPL Saumur Agglopropreté



- Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
- Ville de Saumur

SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SAUMUR AGGLOPROPRETE
SITUATION ADMINISTRATIVE AU 31/12/2019
CAPITAL DE 100 000 EUROS DIVISE EN 100 ACTIONS DE 1 000 EUROS.

ACTIONNAIRE	%	NOMBRE D'ACTIONS	REPRESENTANT LORS DE L'AG	REPRESENTANTS LORS DES CA
Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire	80 %	80	M. Anatole Micheaud	Mme. Sophie Anguenot M. Anatole Micheaud M. Grégory Pierre M. Dominique Sibileau M. Jean-Michel Marchand M. Jean-Marcel Supiot M. Éric Touron M. Jean-Luc Lhémanne
Ville de Saumur	20%	20	M. Jackie Goulet	M. Jackie Goulet M. Marcus Néron

1.3. COMITE D'ETUDE EN CHARGE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

En Conseil d'administration du 25 avril 2018, il a été validé le guide des procédures d'achat pour les marchés de travaux, de fournitures et de services passés selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 42-2° de l'ordonnance n° 2015-899 et de l'article 27 du décret n° 2016-360.

Le Conseil d'administration a validé que le comité d'étude de la commande publique, mis en place lors du Conseil d'administration du 12 avril 2017, fasse office de commission d'appel d'offres.

Le Conseil d'administration décide que le président de cette commission soit Dominique Sibileau.

1.4. LES CONTROLES EXTERNES

La société n'a pas été contrôlée en 2019 par un organisme extérieur.

2. LE PERSONNEL DE LA SOCIETE

2.1. EFFECTIF ET MOUVEMENTS DE PERSONNEL

Au 31 décembre 2019, la SPL Saumur Agglopropreté compte 48 personnes (en contrat à durée indéterminée et déterminée) et 8 fonctionnaires territoriaux mis à disposition, soit 56 personnes physiques, correspondant à 47,77 ETP sur l'ensemble de l'année.

	2018	2019	Evolution
Effectif au 31/12	51	56	9,8%
ETP annuel	46,46	47,77	2,8%

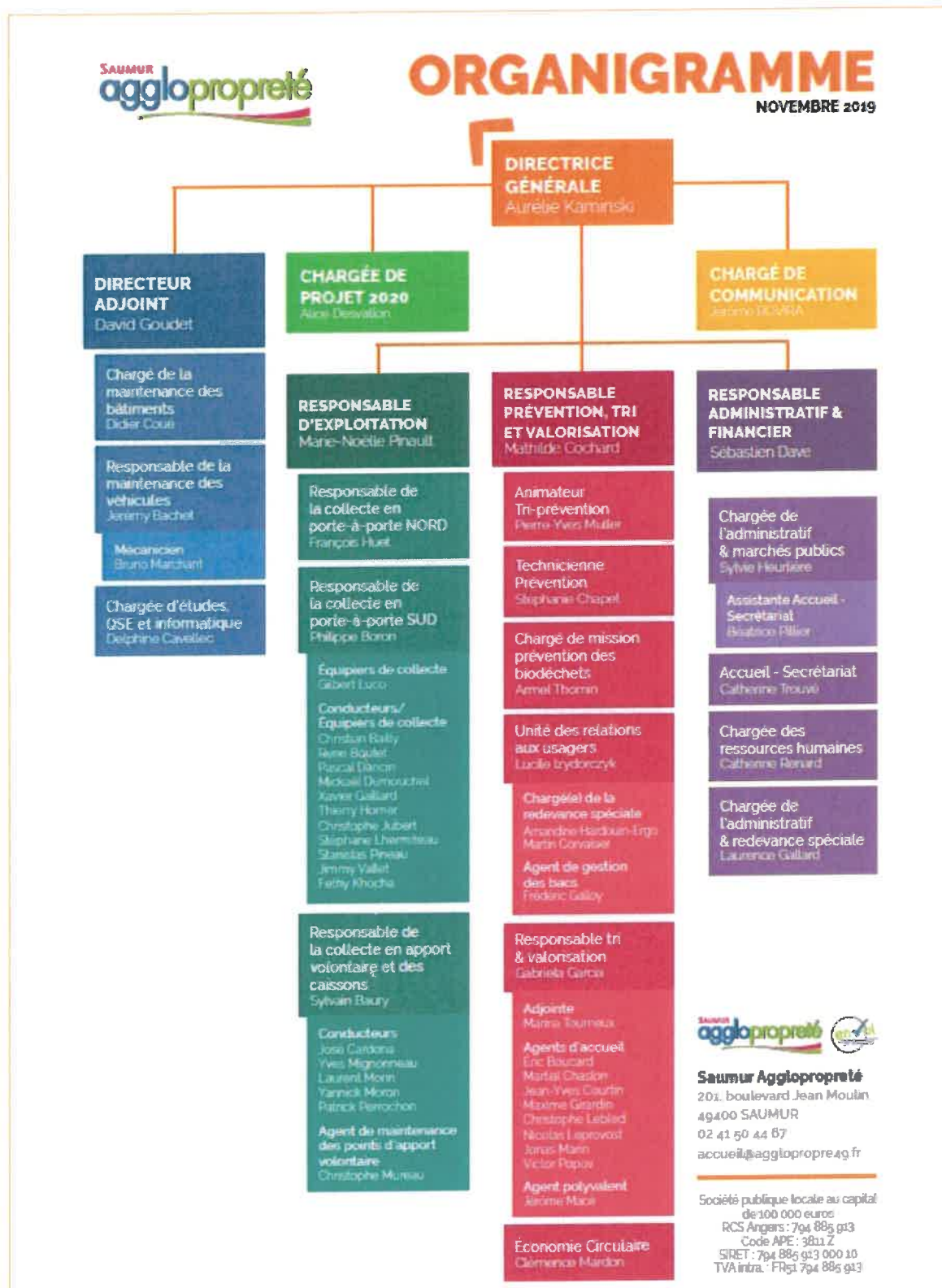
Les effectifs sont en hausse par rapport à 2018. En effet, beaucoup de recrutements ont eu lieu dès 2019 afin de préparer la mise en œuvre du nouveau contrat de quasi-régie au 1er janvier 2020.

EMPLOIS AU 31 DECEMBRE	NB. PERS.	NB. D'ETP
Direction	2	1,05
Administratif - accueil - études	6	4,42
Techniciens et animateurs Tri – prévention	8	7,8
Exploitation – maîtrise	4	4
Maintenance – entretien	5	4
Communication	1	1
Agent de déchèterie	8	6,57
Agent polyvalent (broyage, compostage)	1	1
Agent de collecte	17	17
Préparation 2020	4	4

Par ailleurs, Saumur Agglopropreté embauche tout au long de l'année des intérimaires ou des CDD pour pallier des absences ou répondre à des surcroits d'activité, conformément au Code du travail.

Saumur Agglopropreté dépend de la convention collective des activités du déchet, qui définit le cadre des emplois et des rémunérations.

2.2. ORGANIGRAMME



2.3. NOMBRE DE CONTRAT ET TURN-OVER

	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	VARIATION
Déterminé	21	6	7	3	2	-33,33%
Indéterminé et MAD + détachés	50	52	52	51	54	+5,88%
Total	71	58	59	54	56	+3,70%

Le nombre de contrats, et notamment de contrats en CDI, est en hausse en 2019. La préparation de la mise en place du nouveau contrat de quasi-régie pour le 1^{er} janvier 2020, sur un périmètre plus large, a permis de donner de la visibilité au projet et ainsi de mettre en œuvre plus de contrats de travail stables, à durée indéterminée, dès 2019.

ANNEE	TURN-OVER	NOMBRE D'ARRIVEES	NOMBRE DE DEPARTS	EFFECTIF AU 1 ^{ER} JANVIER
2019	13,7%	9	5 (dont 3 ruptures conventionnelles et 1 licenciement pour inaptitude)	51
2018	8,1%	5	3 (dont deux pour inaptitude)	49
2017	11,5%	6	5 (4 départs en retraite et un licenciement pour faute)	48
2016	9,2%	4	5 (dont un licenciement pour faute grave, un rapprochement conjugal et un départ en retraite)	49

Turn over



Le turn-over est en hausse significative sur l'année 2019. Là encore, cette hausse est due en grande partie aux premiers recrutements nécessaires pour la préparation du contrat 2020 (9 arrivées en 2020, en plus des 3 ruptures conventionnelles dont 2 pour création d'entreprise).

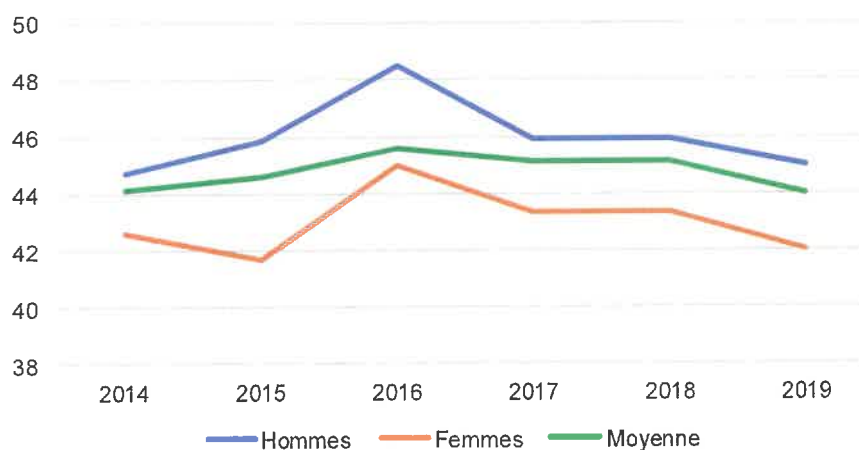
2.4. MOYENNE D'ÂGE ET ANCIENNETÉ

Au 31/12/2019, l'âge moyen global est de 44 ans :

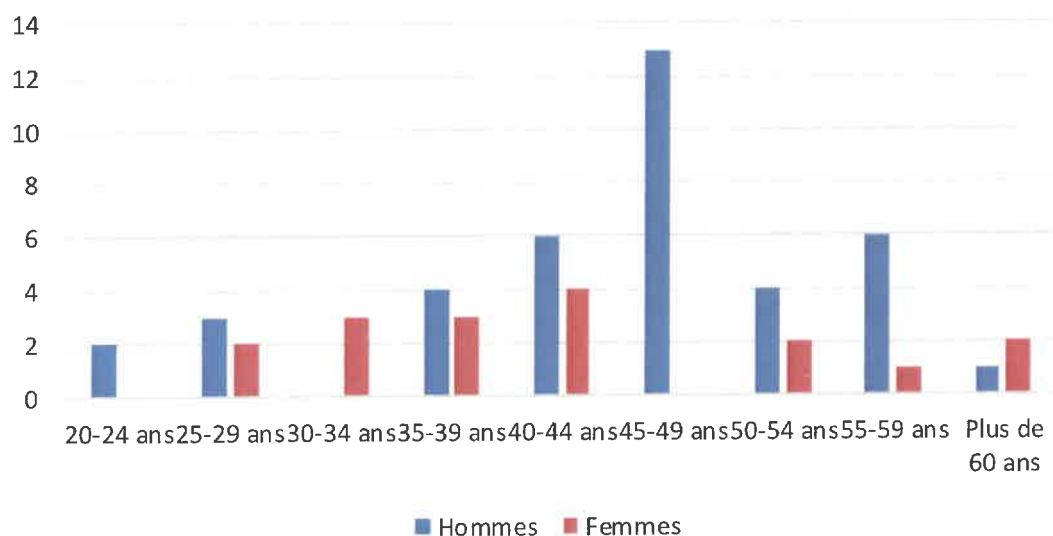
- 43 ans pour le personnel privé homme (34 salariés)
- 41 ans pour le personnel privé femme (14 salariées)
- 54 ans pour le personnel mis à disposition homme (6 agents)
- 50 ans pour le personnel mis à disposition femme (2 agents)

On constate un rajeunissement régulier depuis 2016. Le rajeunissement est lié essentiellement au recrutement de personnes plus jeunes (quatre recrutements en 2019 de personnes de 40 ans et moins).

Evolution de l'âge moyen des effectifs



Pyramide des âges

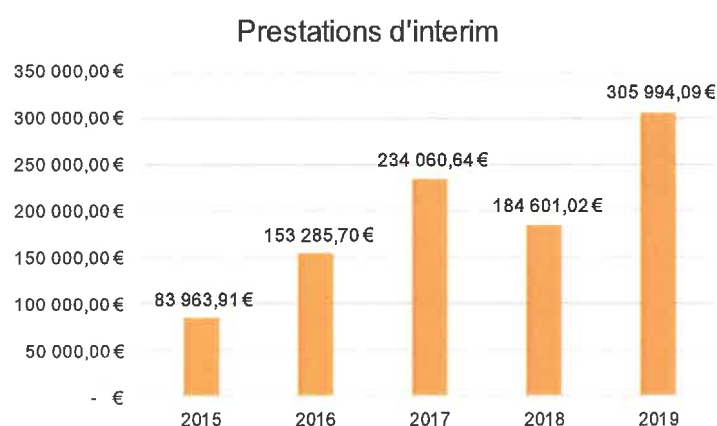


2.5. INTERIM

Le recours à l'intérim en 2019 s'explique par des besoins saisonniers, des accroissements d'activité, des arrêts maladie ou accident du travail. La société fait appel soit à Aspire service, soit à des agences d'intérim saumuroises.

Après une baisse en 2018 (dû au recrutement en CDI d'un intérimaire et au souhait de la société de sous-traiter la prestation de nettoyage plutôt que de recourir à l'intérim), on constate une augmentation importante en 2019.

Cette hausse s'explique par de nombreux arrêts maladie de longue durée (personnels remplacés par des intérimaires) et par le recrutement d'intérimaires dans la perspective de la mise en place du nouveau contrat 2020, à hauteur de 23 k€ HT (il est prévu que ces personnels soient ensuite recrutés en CDI).



2.6. DIALOGUE SOCIAL

Les salariés de la SPL Saumur Agglopropreté ont élu leurs délégués CSE le 18 juin 2019. Il est composé des membres suivants :

- Collège "maîtrise/cadres" : Titulaire : Marina TOURNEUX - Suppléant : Sylvain BAURY
- Collège "employés/ouvriers" : Titulaire : Christophe MUREAU - Suppléant : Mickaël DUMOUCHEL.

Sept réunions ont eu lieu en 2019 avec cette nouvelle instance, une réunion a été annulée en août faute de question et a fait l'objet d'un PV de carence.

Les sujets abordés ont été les suivants :

- nomination du référent harcèlement sexuel et du secrétaire CSE ;
- indemnités (trajet / repas/ hébergement..), prime exceptionnelle, augmentations du point SNAD et demande d'augmentation des salaires ;
- point sur la rénovation des locaux du siège du clos bonnet (travaux des locaux provisoires et futurs bureaux, visite de chantier) ;
- organisation de la réunion d'information du personnel de septembre, de la journée d'intégration de décembre ;
- demande de travaux pour le site de Bellevue (électricité, VMC, divers), et pour le site du Clos Bonnet (aire de lavage, douche atelier) ;
- campagne de vaccination contre la grippe ;

- points 2020 sur les recrutements, sur les véhicules / matériels récupérés et achetés, mise à jour de l'organigramme ;
- organisation des vacances de fin d'année, des entretiens individuels ;
- fermeture exceptionnelles pour les fêtes de fin d'année ;
- dégradations à Champ Liveau et dispositif à mettre en place ;
- réflexion sur la mise à jour du règlement intérieur ;
- diagnostic des 6 déchèteries (selon la réglementation du code du travail) ;
- organisation des astreintes 2020 ;
- points divers (demande de fontaine à eau, trousse de secours, anti dérapant sur les BOM, gardiennage déchèterie d'Allonnes, problème sur les bacs, ménage des locaux, antenne téléphonique Champ Liveau, ...).

Les membres du CSE ont également travaillé en coopération avec la Direction sur les projets d'accords d'entreprise pour 2020 sur les sujets suivants :

- accomplissement d'heures supplémentaires ;
- mise en place d'un forfait annuel en jours.

2.7. POLITIQUE DE SANTE - SECURITE AU TRAVAIL

Saumur Agglopropreté accorde une place importante à la sécurité de ses salariés. Cela se traduit par un budget formation conséquent dédié à cette thématique, une animation de la sécurité au sein de l'entreprise et une recherche d'amélioration continue en matière de prévention des risques professionnels.

En 2018, un groupe de travail a été créé pour refondre et mettre à jour le Document d'Evaluation des Risques Professionnels. Ce projet, mené au sein de l'entreprise pendant six mois fin 2018 et début 2019, a impliqué l'ensemble des salariés. Des échanges avec les agents de terrain ont permis d'évaluer les risques auxquels ils étaient exposés et de voir avec eux les solutions qui pourraient être mises en place.

A l'issue de l'évaluation des risques, un plan d'actions sur plusieurs années a été établi. Des achats ont déjà été réalisés, d'autres le seront ultérieurement, pour protéger les salariés dans l'exécution de leur travail.

Par exemple, la fosse présente dans l'atelier a été dotée en 2019 d'un tapis roulant télécommandé sur lequel il est désormais possible de marcher.

Le travail mené et le Document Unique d'Evaluation des Risques créé ont été présentés aux membres du CHS en février 2019.

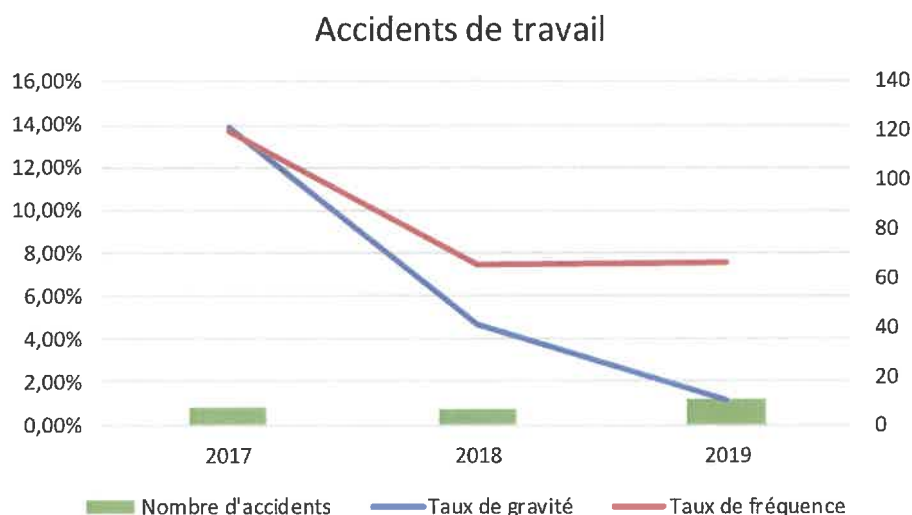
Pour rappel, l'instance CHS, mutualisée avec la SémA-E de par les enjeux qui sont communs, n'est pas obligatoire dans les entreprises de moins de 50 salariés. Cette instance a été mise en place de manière volontaire par la direction. Le CHS est composé de la direction, des représentants du personnel, de la gestionnaire RH, de la médecine du travail et de la chargée de prévention de la communauté d'agglomération.

En juin 2019, les salariés de la SPL Saumur Agglopropreté ont élus un CSE, qui a pris en charge depuis les prérogatives liées à l'hygiène et à la sécurité dans le cadre de ses réunions mensuelles.

Un point sur les accidents de travail est notamment réalisé régulièrement. Une journée prévention routière a été organisée le 3 octobre 2019.

Les nouveaux agents, y compris les saisonniers, reçoivent une formation en interne afin de connaître les risques du métier et la sécurité à respecter.

En 2019, on recense 10 accidents de travail déclarés dont 5 ayant donné lieu à un arrêt de travail (pour rappel : 6 accidents de travail déclarés en 2018 et 7 accidents de travail déclarés en 2017).



Le tableau ci-après récapitule le nombre de jours d'arrêt et les taux de gravité et de fréquence.

	2017	2018	2019
Nombre de jours d'arrêt	815 jours	287 jours	87 jours
Taux de gravité *	13,90	4,68	1,15
Taux de fréquence **	119,46	65,24	66,17

* Le taux de gravité représente le nombre de journées indemnisées, pour 1 000 heures travaillées, c'est-à-dire le nombre de journées perdues par incapacité temporaire pour 1 000 heures travaillées.

** Le taux de fréquence est le nombre d'accident, avec arrêt de travail supérieur à un jour, survenus au cours d'une période de 12 mois par million d'heures de travail.

Même si on constate une hausse des accidents de travail en 2019, ceux-ci ont donné lieu à moins de jours d'arrêt. Le taux de gravité est donc en forte baisse par rapport à 2018. Cette baisse est liée à deux licenciements pour inaptitude en 2018 et 2019.

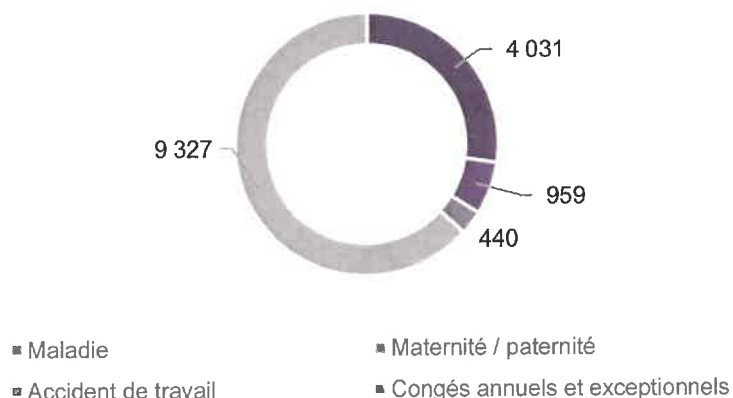
2.8. ABSENCES

ABSENCES (NB HEURES)	EN 2015	EN 2016	EN 2017	EN 2018	EN 2019	VARIATION 2019/2018
Maladie	1 959	1 304	2 106	2 654	4 031	52%
Maternité/Paternité	1 232	0	56	0	959 (2 congés maternité)	
Accident du travail	2 816	3 529	4 034	1 416	440	-69%
Congés annuels et exceptionnels	9 973	9 246	9 037	8 462	9 327	10%
Total	15 980	14 079	15 233	12 532	14 757	+17,8 %

On constate une forte hausse des absences pour maladie liée à l'absence de 3 salariés pendant une grande partie de l'année.

Le taux d'absentéisme est de 6,03 %, si on prend en compte les absences pour maladie et pour accident de travail, en légère hausse par rapport à 2018 (4,78%).

Répartition des absences (en heures)



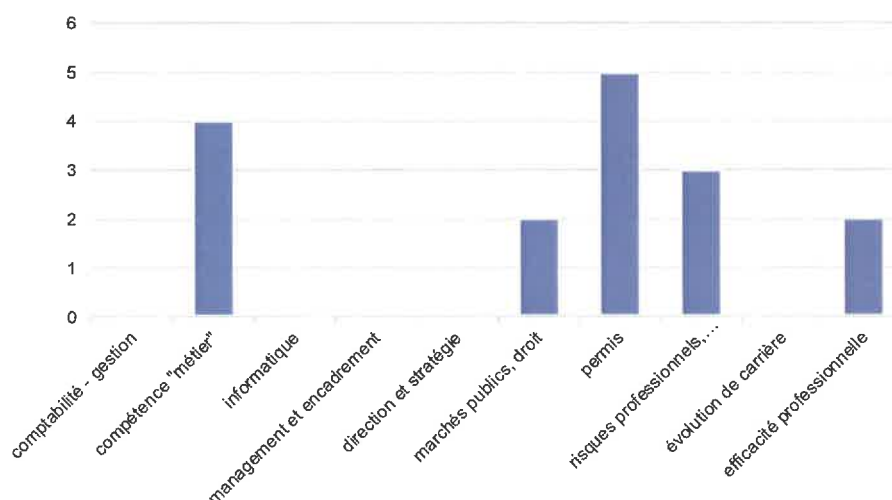
2.9. PLAN DE FORMATION

Bilan qualitatif et quantitatif

La société se dote annuellement d'un plan de formation important, pour développer les compétences métier des salariés et se tenir à jour des formations obligatoires. Ce plan de formation intègre un volet lié à la sécurité au travail.

Au total, 45 personnes ont suivi une formation en 2019. 16 formations ont été organisées pour un volume horaire global de formation de 527 heures.

Type de formations effectuées - en nombre de formation

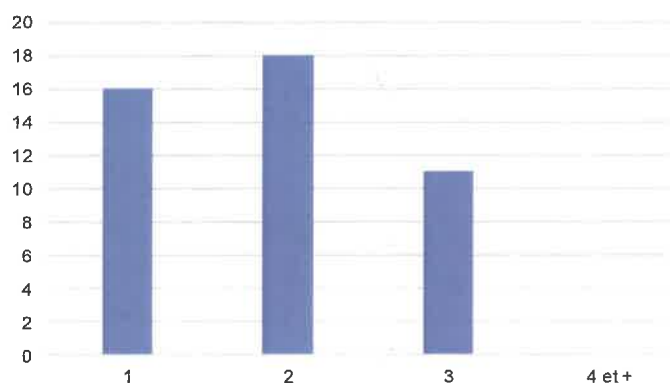


Plus précisément, les formations suivantes ont été réalisées cette année :

- en compétence métier : initiation au nouveau logiciel de géolocalisation, au nouveau logiciel RH, perfectionnement marchés publics ;
- formations SST et session de recyclage pour 15 salariés.

Concernant les formations obligatoires, 3 FCO ont été faites en 2019.

Nombre de formations par salariés



88% du personnel a reçu au moins une formation et plus de la moitié du personnel a suivi deux formations ou plus en 2019.

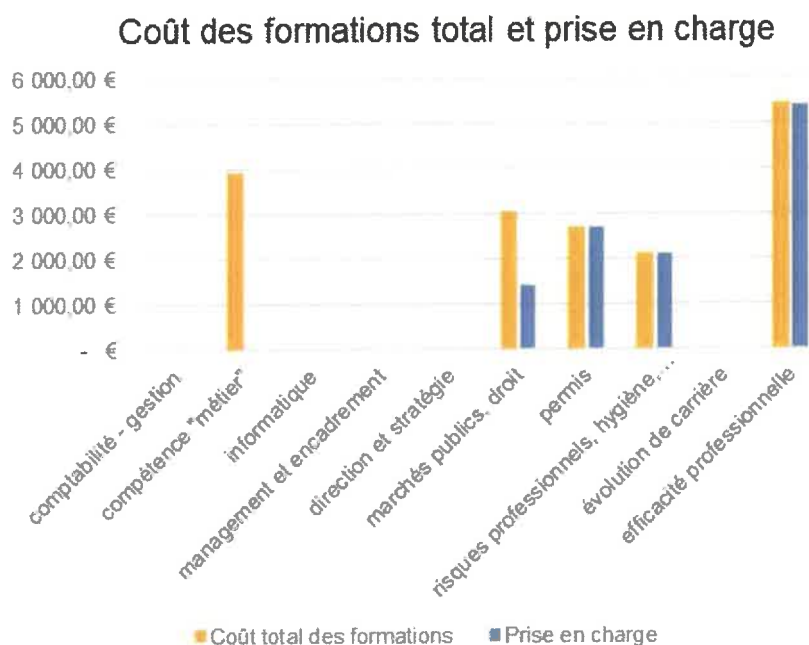
En moyenne, chaque salarié a bénéficié de 10 heures de formation en 2019.

Bilan financier du plan de formation 2019

Le plan de formation 2019 a coûté en coûts pédagogiques 17 166 €.

La société a eu une prise en charge des formations réalisées à hauteur d'environ 12 000 € (notamment plan formation, et en prenant compte des formations réalisées avec le CPF).

Le graphique ci-dessous présente les coûts pédagogiques par thématique et les volumes de prise en charge.



3. LES LOCAUX DE L'ENTREPRISE

Le siège social de l'entreprise situé 201 boulevard Jean Moulin à Saumur est en location.

Les locaux loués font partis d'un ensemble à usage commun avec la SémA-E, propriétaire desdits locaux. La répartition de l'utilisation de ces locaux (usage et entretien) est de 80 % pour Saumur Agglopropreté.

Ils sont composés :

- d'un immeuble comportant les bureaux,
- d'un local « exploitation »,
- d'un ensemble pour la maintenance du matériel,
- de deux pistes de lavage,
- d'un lieu de stockage,
- de parkings.

Suite à la décision de la communauté d'agglomération de confier à la SPL la gestion du service sur l'ensemble du territoire communautaire en 2020, des besoins en bureaux supplémentaires sont apparus. Un projet d'extension a donc été porté par la SEMA-E, en tant que propriétaire du site. Le démarrage des travaux a eu lieu en septembre 2019. Les nouveaux bureaux seront livrés en septembre 2020. En attendant, un ensemble modulaire a été installé pour les besoins des personnes. Les salariés s'y sont installés en septembre 2019.

La société pour son activité exploite aussi trois autres sites :

- La déchèterie de Montreuil-Bellay, à Champ de Liveau
- La déchèterie du Clos Bonnet, située rue du Tunnel à Saumur
- Le centre d'environnement et la déchèterie de Bellevue, situés route de l'ancien Vivy à Saumur.

Partie 2. LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous vous proposons de vous présenter dans cette partie du rapport de gestion **les résultats les plus significatifs**, dans les domaines comptables et financiers.

Vous trouverez en annexe le détail du compte de gestion et du bilan, extrait de la liasse fiscale.

1. PRINCIPAUX CHIFFRES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société et de son évolution, nous vous présenterons ci-après les chiffres les plus significatifs.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

- Le **chiffre d'affaires H.T.** s'est élevé à **4 658 011 euros** contre 4 694 968 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de 0,79 % ;
- Le total des **produits d'exploitation** s'élève à **4 716 025 euros** contre 4 769 146 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de 1,11 % ;
- Les **charges d'exploitation** de l'exercice se sont élevées à **4 915 201 euros** contre 4 609 330 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 6,64 % ;
- Le **résultat d'exploitation** ressort à **-199 175 euros** contre 159 815 euros au titre de l'exercice précédent ;
- Le montant des **traitements et salaires** s'élève à **1 628 042 euros** contre 1 569 233 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 4 % ;
- Le montant des **charges sociales** s'élève à **518 092 euros** contre 544 708 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de 5 % ;
- Saumur Agglopropreté a supporté des dépenses de **travail intérimaire** qui se sont élevées à **305 994 euros** contre 184 601 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 66 %.

Compte tenu d'un **résultat financier** de **- 5 804 euros** contre - 3 903 euros au titre de l'exercice précédent, le **résultat courant avant impôt** de l'exercice ressort à **-204 980 euros** contre 155 912 euros pour l'exercice précédent.

Compte tenu des éléments ci-dessus, du **résultat exceptionnel** de **24 202 euros** contre 5 731 euros au titre de l'exercice précédent, d'un crédit d'impôts de **2 700 euros (impôts sur les sociétés + CICE + autres crédits d'impôts)**, le **résultat de l'exercice se solde par une perte de 178 078 euros** contre un bénéfice de 184 011 euros au titre de l'exercice précédent.

Comme indiqué lors des dernières séances du Conseil d'Administration consacrées à ce sujet en 2019, ce déficit s'explique par la préparation, dès 2019, de la mise en place du nouveau contrat pour la gestion des déchets de l'Agglomération sur un périmètre plus large au 1er janvier 2020. On constate ainsi de nombreuses charges exceptionnelles sur l'année 2019 (cf. l'analyse détaillée dans le paragraphe consacré à la structure des coûts de la société).

Au 31 décembre 2019, le total du **bilan** de la Société s'élevait à **3 810 451 euros** contre 2 616 390 euros pour l'exercice précédent, soit une hausse de 46 %.

L'**actif immobilisé** est de **1 812 367 euros** contre 923 931 euros pour l'exercice précédent soit une variation de 96 %.

L'**actif circulant** est de **1 998 084 euros** contre 1 692 458 euros pour l'exercice précédent, soit une hausse de 18%.

Les **capitaux propres** sont de **787 634 euros** contre 997 259 €, soit une baisse de 21 %.

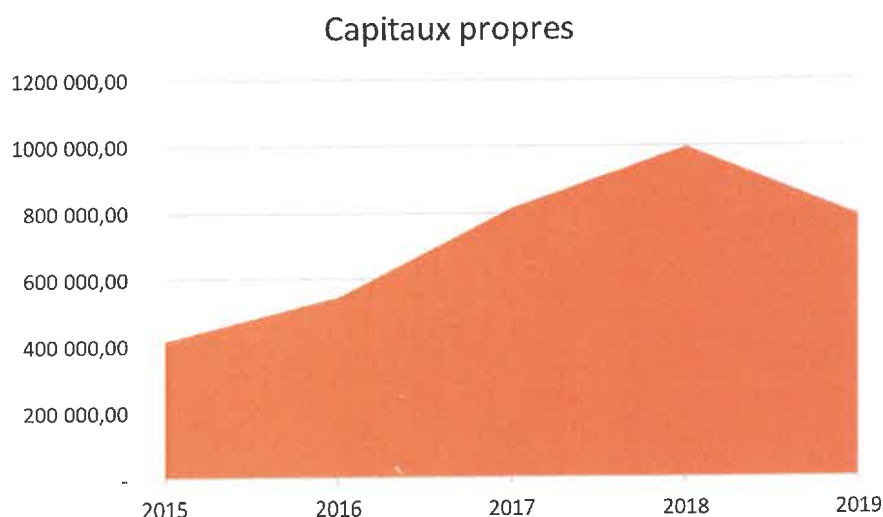
2. ANALYSE DU BILAN

2.1. DETAIL ACTIF - PASSIF

L'actif immobilisé est en hausse de 96% (1 812 367 € en 2019 contre 923 931 € en 2018). Cette hausse importante est la conséquence des nombreux investissements réalisés dès 2019 pour préparer la mise en place du nouveau contrat en 2020 (équipements de déchèteries, conteneurisation des foyers du Nord du territoire, acquisitions de véhicules).

L'actif circulant augmente de 18% (1 998 084 € en 2019 contre 1 692 458 € en 2018), malgré une diminution importante des créances clients. Cette hausse s'explique par un crédit de TVA important dû aux investissements réalisés en fin d'année et par une hausse importante des disponibilités suite au versement rapide des financements bancaires sollicités pour réaliser les investissements présentés précédemment.

Les capitaux propres de l'entreprise diminuent (-21 %) du fait de la perte de l'exercice 2019. Toutefois, avec un montant de capitaux propres de 787 634 €, la situation financière reste solide.



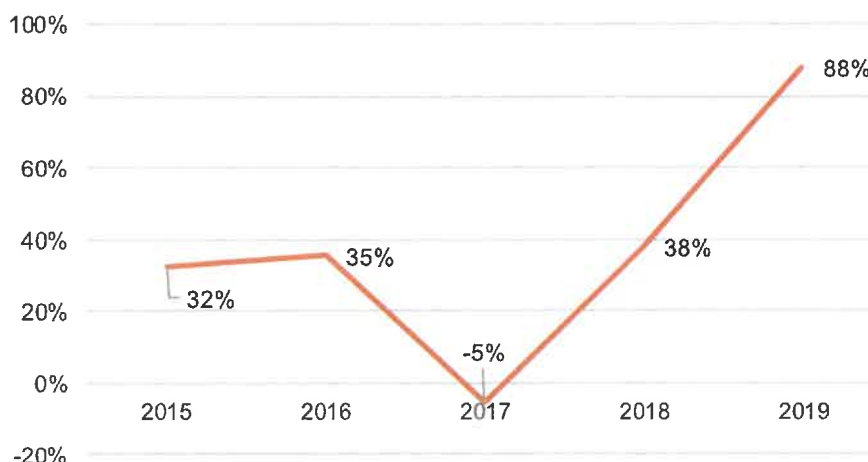
Enfin, la dette auprès des établissements de crédit augmente du fait aux différents emprunts contractés en 2019 pour le financement des investissements (1 446 728 contre 706 910 € en 2018, soit +105%) :

- prêt de 480 000 € auprès la banque populaire pour l'achat de 3 bennes à ordures ménagères ;
- prêt de 324 000 € auprès du crédit coopératif pour le financement de bacs en vue de la conteneurisation des communes du Nord du territoire ;
- prêt de 175 000 € auprès du crédit agricole pour le financement d'une benne à ordures ménagères GNV.

L'endettement net de la société est donc également en forte augmentation cette année, il s'élève 690 169 €.

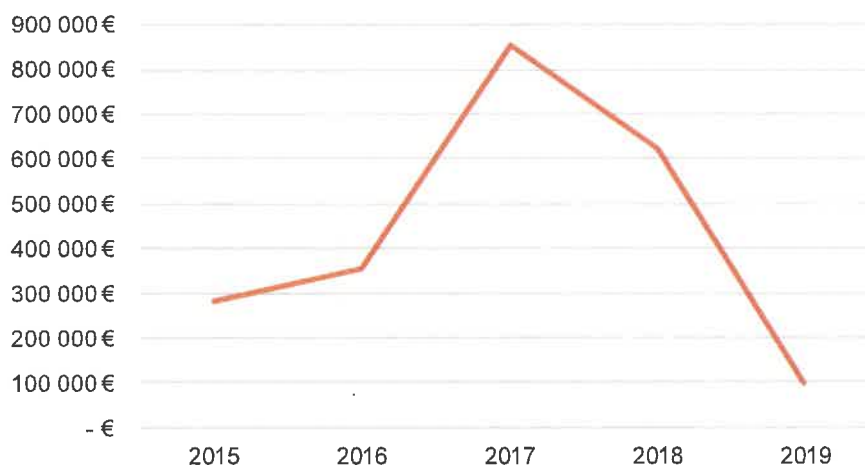
Le taux d'endettement net (endettement net / capitaux propres) augmente également fortement en 2019. Il s'élève à 88% contre un taux d'endettement net de 38% en 2018.

Taux d'endettement net



La capacité d'endettement évolue de façon inverse au taux d'endettement, et elle est désormais logiquement plus limitée, à 97 465 € (la capacité d'endettement correspond aux capitaux propres – l'endettement net).

Capacité d'endettement



2.2. PRINCIPAUX RATIOS DU BILAN

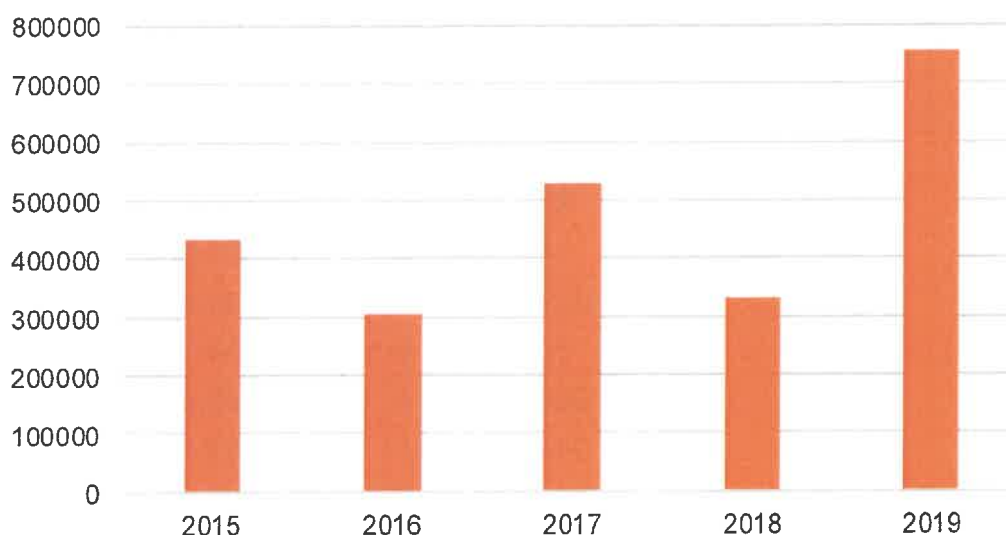
- Ratio Capitaux propres / endettement : 54% (141% en 2018)
- Ratio d'autonomie financière (Capitaux propres / Total du bilan) : 21 % (38% en 2018) ;
- Ratio de liquidité générale (actif circulant / passif circulant) : 39% (100% en 2018) ;
- Ratio de couverture des emplois stables (Capitaux permanents / Actif immobilisé) : 123% (184% en 2018).
- Ratio de vétusté : 54 % (41% en 2018). Le ratio de vétusté se rapproche de 1, ce qui signifie un rajeunissement de l'outil de production, grâce aux nombreux investissements réalisés en 2019. Un plan pluriannuel d'investissement des véhicules est d'ailleurs en cours d'élaboration afin de continuer à renouveler la flotte des véhicules, qui constituent une grande partie des immobilisations corporelles.

2.3. SITUATION DE LA TRESORERIE

Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2019 est en forte augmentation. Ce solde à un instant T est en trompe-l'œil car il reflète la mobilisation rapide des financements nécessaires aux investissements réalisés ou en cours de réalisation. L'augmentation du niveau de trésorerie est contrebalancée par une hausse des dettes fournisseurs.

Une vigilance particulière sera portée sur la trésorerie en début d'année 2020 pour permettre de supporter les perspectives d'extension du service dans le cadre du nouveau contrat de quasi-régie sur un périmètre étendu.

Trésorerie au 31 décembre



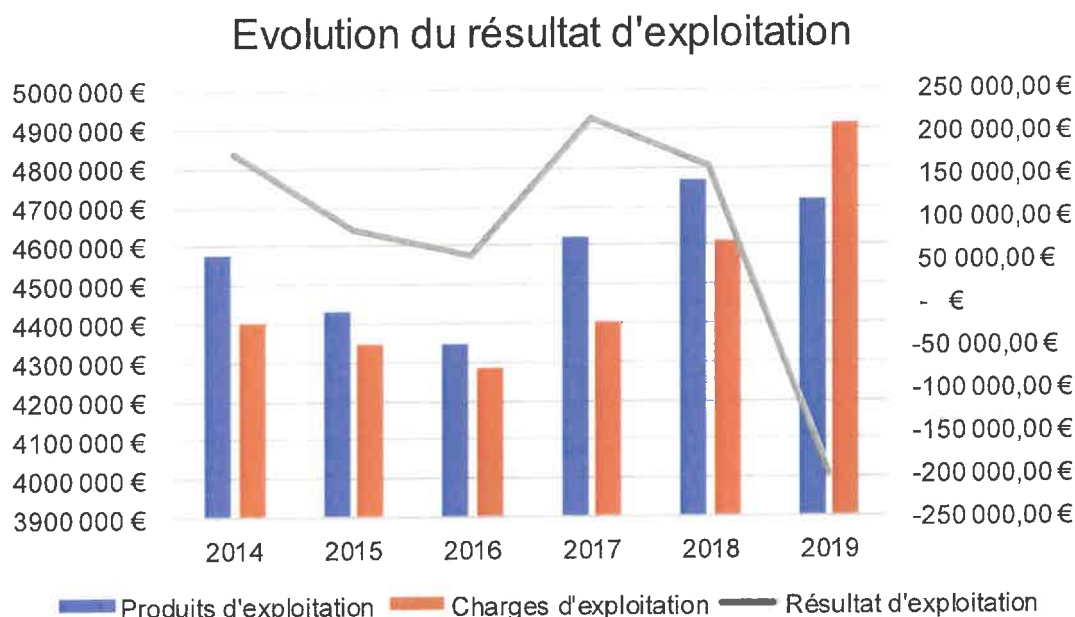
3. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Comme vu précédemment, le compte de résultat affiche un déficit de 178 078,71 €. Le tableau suivant reprend les grandes lignes du compte de résultat.

	EXERCICE 2018	EXERCICE 2019	Evolution 2019 vs 2018
Produits d'exploitation	4 769 146,89 €	4 716 025,12 €	-1,1%
Chiffre d'affaires	4 694 968,66 €	4 658 011,43 €	-0,8%
Subvention d'exploitation	5 667,33 €	511,11 €	-91,0%
Transfert de charges	68 507,17 €	57 501,37 €	-16,1%
Autres produits	3,73 €	1,21 €	-67,6%
Charges d'exploitation	4 609 330,93 €	4 915 201,09 €	6,6%
Achat de marchandises	22 277,52 €	18 317,01 €	-17,8%
Achat de matières premières	34 252,51 €	31 568,26 €	-7,8%
Autres achats - charges externes	2 207 832,21 €	2 438 349,45 €	10,4%
Impôts et taxes	50 721,45 €	46 784,72 €	-7,8%
Salaires et traitements	1 569 233,83 €	1 628 042,43 €	3,7%
Charges sociales	544 708,18 €	518 092,89 €	-4,9%
Dotation amortissement	178 991,36 €	233 238,41 €	30,3%
Autres dotations	1 040,00 €	685,00 €	-34,1%
Autres charges	273,87 €	122,92 €	-55,1%
Résultat d'exploitation	159 815,96 €	- 199 175,97 €	-224,6%
Produits financiers			
Charges financières	3 903,83 €	5 804,41 €	48,7%
Résultat financier	- 3 903,83 €	- 5 804,41 €	48,7%
Résultat courant avant impôt	155 912,13 €	- 204 980,38 €	-231,5%
Produits exceptionnels	9 306,45 €	31 546,90 €	239,0%
Charges exceptionnelles	3 575,73 €	7 345,23 €	105,4%
Résultat exceptionnel	5 730,72 €	24 201,67 €	322,3%
Impôts sur les sociétés	- 22 369,00 €	- 2 700,00 €	-87,9%
Résultat de l'exercice	184 011,85 €	- 178 078,71 €	-196,8%

3.1. LE RESULTAT D'EXPLOITATION

A. ÉVOLUTION GLOBALE 2014 - 2019



L'évolution des produits et charges d'exploitation a connu trois phases.

On a pu constater de 2014 à 2016 une baisse des charges de fonctionnement de la structure (charges externes essentiellement), qui s'est accompagnée par une baisse de produits (baisse de la redevance forfaitaire du fait des indices et de plusieurs avenants).

En 2017 et 2018, on assiste à une hausse des charges et des produits, hausse des charges liées à des nouveaux projets de valorisation des déchets et à une hausse du carburant et hausse des produits liées à l'augmentation de la redevance forfaitaire (augmentation des indices, notamment en lien avec la hausse du carburant).

En 2019, les charges d'exploitation connaissent une forte hausse, dont les causes seront expliquées plus bas, et qui sont à l'origine d'une perte sur l'exercice.

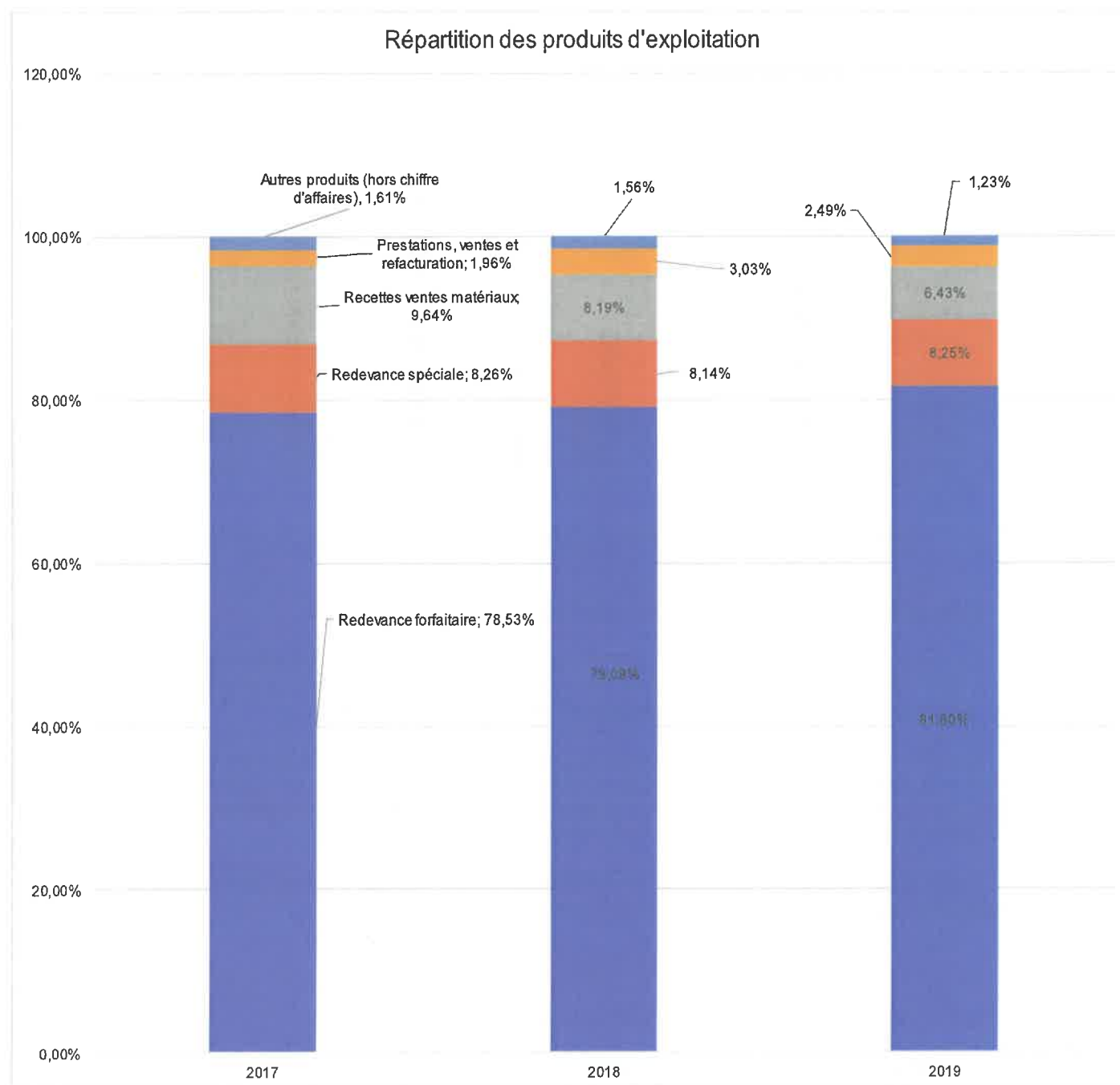
B. LES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation sont de différents ordres :

- La redevance spéciale versée par les professionnels ;
- La redevance forfaitaire versée par la Communauté d'agglomération pour l'exécution du service ;
- Les recettes de vente des matériaux collectés et triés ;
- Le produit de ventes (composteurs), prestations diverses et les refacturations de frais entre Saumur Agglopropreté et la SémA-E ;
- Divers produits, comptabilisés en dehors du chiffre d'affaires, dont les subventions, le remboursement de la TICPE, les remboursements OPCALIA et MEDERIC, ...

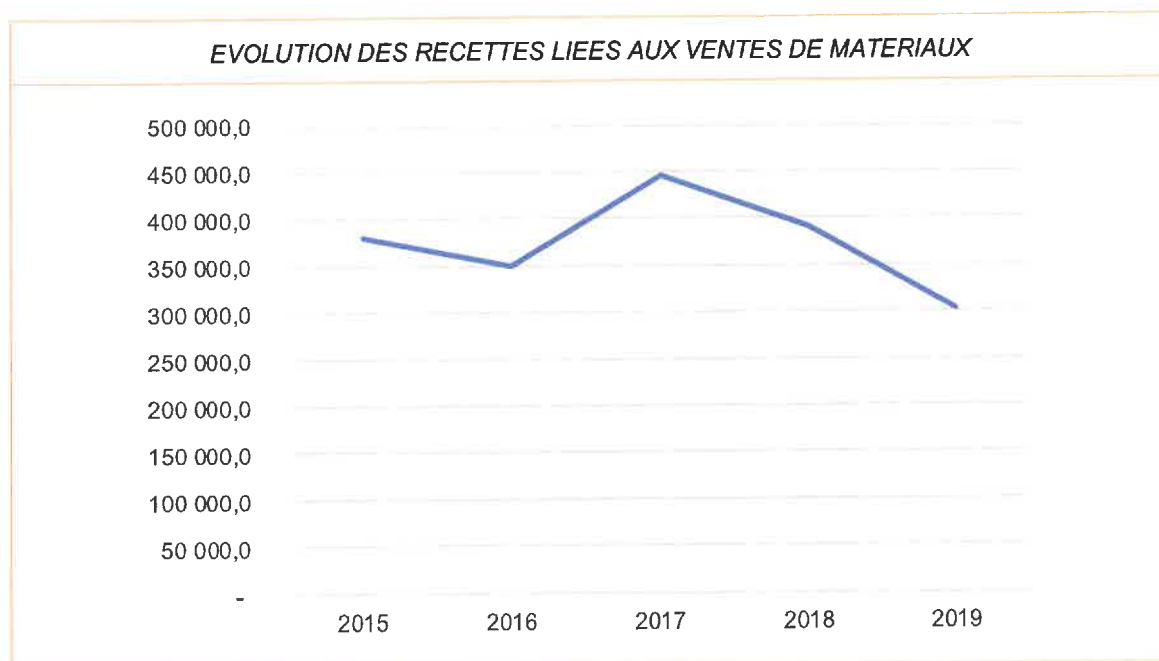
En 2019, Saumur Agglopropreté a enregistré une hausse de la redevance versée par la Communauté d'agglomération (+2%).

Par contre, elle a connu une baisse des recettes de ventes des matériaux, liée à la chute des cours mais également suite à un transfert de certains produits à l'Agglomération suite à un changement de repreneur, à partir de juillet.



Comme on peut le voir dans le graphique ci-dessus, les tendances restent similaires sur trois ans, hormis les recettes liées aux ventes de matériaux qui baissent, comme expliqué précédemment.

Le graphique ci-dessous présente les variations des recettes liées à la vente de matériaux.

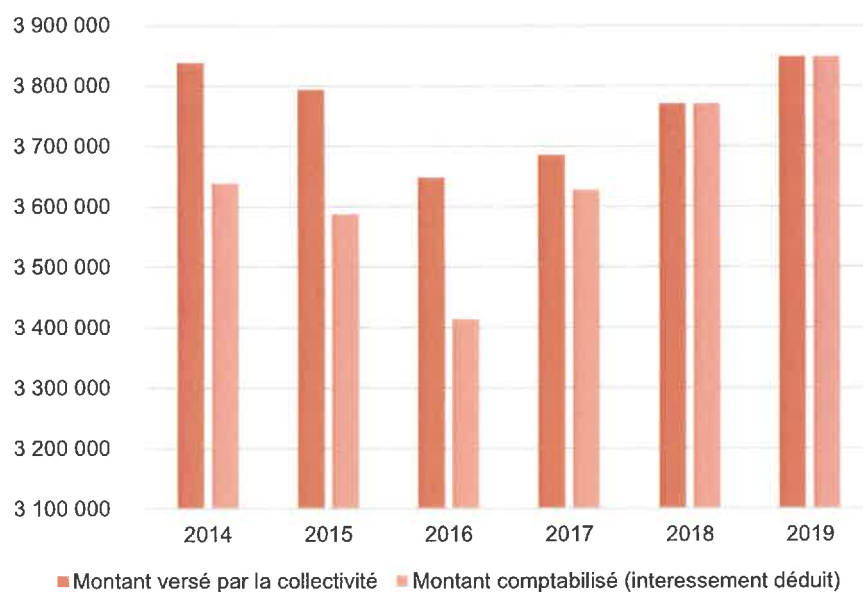


a. ZOOM SUR LA REDEVANCE VERSEE PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Le montant versé par la Communauté d'agglomération mensuellement est déterminé dans le contrat d'obligation de service public et est revu trimestriellement par le biais d'indices. Deux avenants sont venus baisser le montant de ce versement, un au 1^{er} avril 2016 (-100 000 €) et un autre au 1^{er} janvier 2017 (-40 000 €).

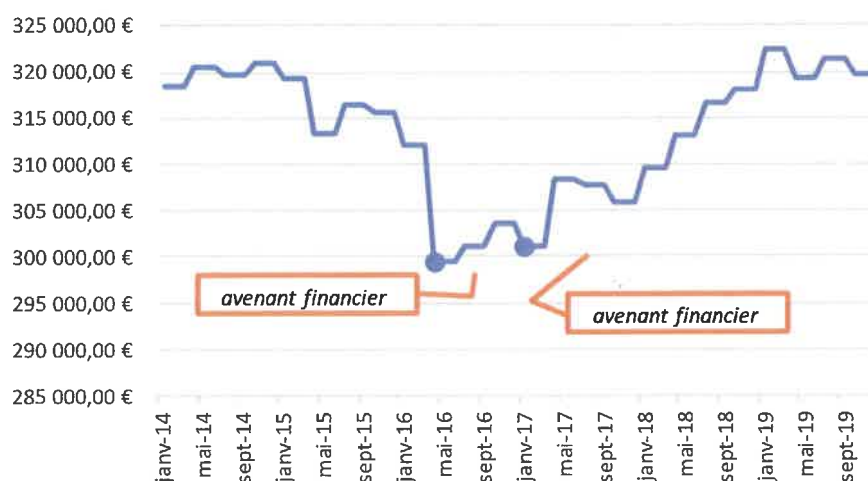
Le montant indiqué dans le compte de résultat correspond au montant versé par la Communauté d'agglomération, déduction faite de l'intéressement qui sera reversé l'année N+1. Cet intéressement est calculé uniquement sur la variation des charges entre le prévu dans le COSP et le réalisé. Il ne tient pas compte des produits. Il n'y aura pas d'intéressement pour l'exercice 2019.

COMPARAISON MONTANT VERSE PAR LA COLLECTIVITE – MONTANT COMPTABILISE (INTERESSEMENT DEDUIT)

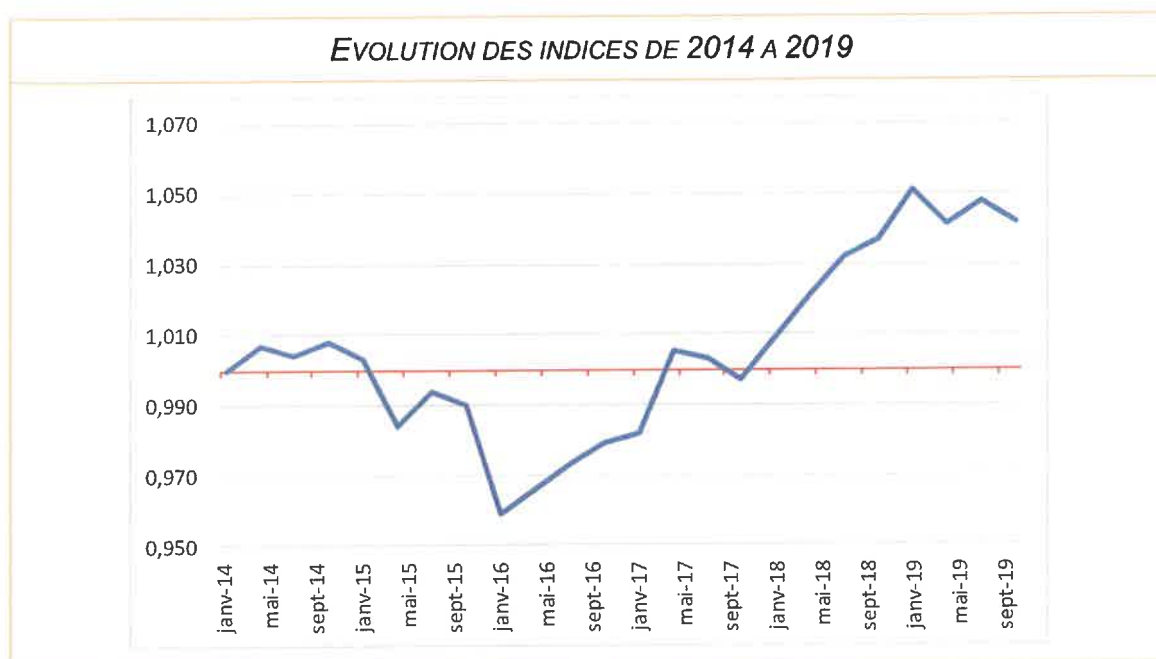


Le graphique suivant présente l'évolution du montant de la facture mensuelle.

MONTANT DE LA FACTURE (HT)



Ces évolutions s'expliquent par les deux avenants et par l'évolution des indices, qui suivent notamment l'évolution des salaires dans les métiers de déchets et du carburant.



Cette hausse des indices a permis d'accompagner la mise en place de nouveaux projets ou services, nécessaires pour améliorer le service et la valorisation des déchets (par exemple collecte de l'amiante ou valorisation des inertes). Elle a aussi permis d'absorber l'augmentation du cours du carburant et la baisse des cours des matériaux fibreux.

C. LES CHARGES D'EXPLOITATION

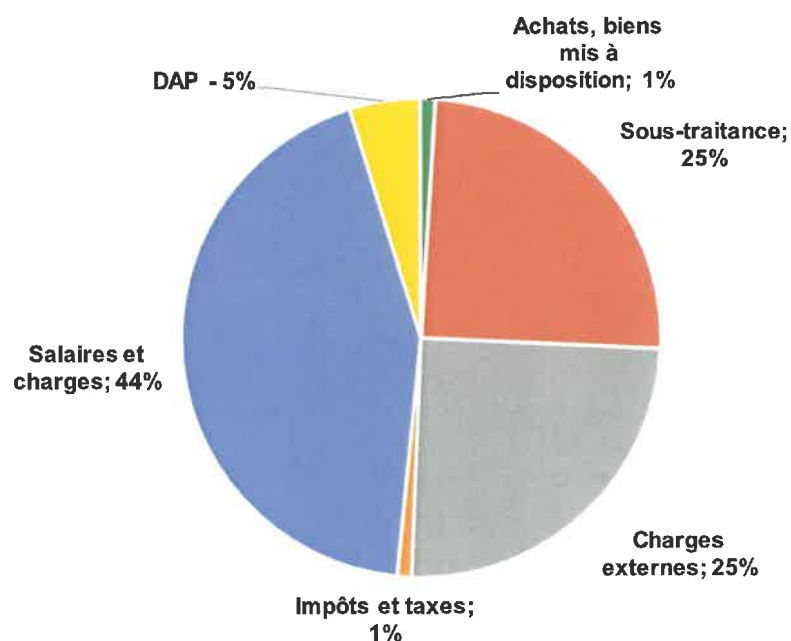
Les charges d'exploitation sont de différents ordres :

- Achat de biens mis ensuite à disposition des usagers (composteurs, sacs jaunes, bacs)
- Sous-traitance
- Charges externes diverses (exploitation ou fonctionnement de la structure)
- Salaires, traitement et charges sociales
- Impôts et taxes
- Dotation aux amortissements et aux provisions.

Proportionnellement, près de la moitié des charges d'exploitation est liée à la masse salariale.

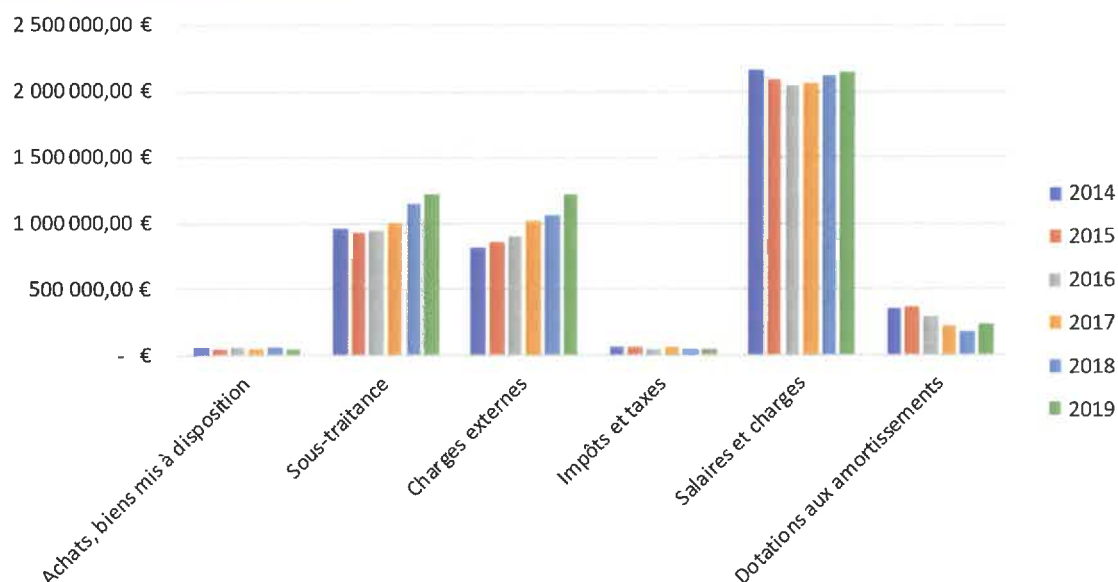
Un quart est liée à la sous-traitance et aux charges externes, comme le montre le graphique ci-dessous. Les dotations aux amortissements et aux provisions représentent le 4^e poste de dépenses. Les autres coûts sont relativement faibles (achats et bien mis à disposition, impôts et taxes, autres charges).

REPARTITION DES CHARGES D'EXPLOITATION PAR CATEGORIE – ANNEE 2019



Le graphique suivant montre que cette proportion est sensiblement la même depuis le début du COSP.

EVOLUTION DES CHARGES D'EXPLOITATION 2014-2019



On note une augmentation du poste sous-traitance, qui est due à plusieurs facteurs :

- mise en place de la valorisation des inertes en sous-couches routières et traitement des déchets contenant du plâtre dans des filières adaptées (enfouissement) ;

- augmentation des tonnages de déchets issus du tri, des cartons et des déchets verts impliquant des besoins en sous-traitance pour le tri, la mise en balle et le traitement de ces déchets) ;
- mise en place en 2018 d'une prestation de nettoyage des colonnes d'apport volontaire par un sous-traitant, afin de respecter les obligations liées au COSP ;
- augmentation des tarifs de traitement des déchets.

	2017	2018	2019	Evolution 2019 vs 2018
Achats, biens mis à disposition	47 532,17 €	56 530,03 €	49 885,27 € -	6 645 €
Sous-traitance	1 007 739,16 €	1 152 508,95 €	1 214 268,05 €	61 759 €
Charges externes	1 013 047,62 €	1 055 323,26 €	1 224 081,40 €	168 758 €
Impôts et taxes	56 797,40 €	50 721,45 €	46 784,72 € -	3 937 €
Salaires et charges	2 054 140,61 €	2 113 942,01 €	2 146 135,32 €	32 193 €
Dotations aux amortissements	222 935,15 €	180 031,36 €	233 923,41 €	53 892 €
Autres	1 062,20 €	273,87 €	122,92 € -	151 €
Total charges	4 403 254,31 €	4 609 330,93 €	4 915 201,09 €	305 870 €

Les charges d'exploitation sont en hausse de 305 870 € en 2019.

L'essentiel de cette hausse provient des postes suivants :

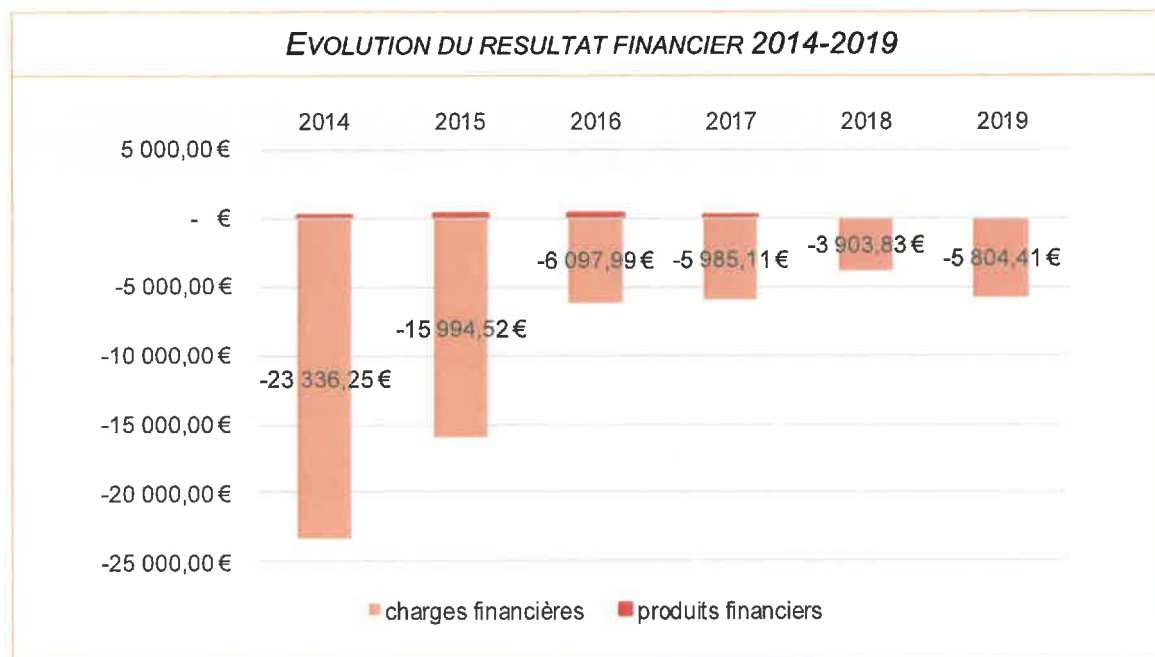
- de la sous-traitance comme vu précédemment (+61 759 €) ;
- des charges externes (+168 758 €) : Cette hausse provient en partie des charges exceptionnelles que la société a engagé pour préparer la mise en place du nouveau contrat pour la gestion des déchets de l'Agglomération sur un périmètre plus large au 1er janvier 2020 : communication sur les nouveaux secteurs, location de locaux provisoires pour préparer la conteneurisation des territoires du Nord, honoraires de consultants pour préparer l'organisation 2020, pour les missions de recrutement, dépenses d'intérim pour le recrutement de personnels (chauffeurs)... Par ailleurs, on constate aussi une augmentation importante des frais d'intérim pour le recrutement de personnel en remplacement des arrêts maladie de longue durée constatés en 2019.
- des dotations aux amortissements (+53 892 €) concernant les investissements en véhicules et en matériels ;
- des charges de personnel (+32 193 €), là encore pour faire face aux charges exceptionnelles que la société a engagé pour préparer la mise en place du nouveau contrat pour la gestion des déchets de l'Agglomération sur un périmètre plus large au 1er janvier 2020 :
 - recrutement d'une chargée de projet 2020 dès le 1^{er} avril 2019 ;
 - recrutement d'un responsable d'exploitation pour le secteur Nord, d'une responsable déchèteries, de chauffeurs – équipiers de collecte dès le dernier trimestre 2019 pour assurer leur formation opérationnelle ;
 - renforcement des fonctions support avec le recrutement d'un directeur administratif et financier.

3.2. LE RESULTAT EXCEPTIONNEL

En 2019, le résultat exceptionnel est composé en majeure partie d'une reprise sur les amortissements dérogatoires. Celui-ci s'élève à 24 201,67 €.

3.3. LE RESULTAT FINANCIER

On constate un résultat financier négatif, du fait de l'absence de produits financiers et de l'existence d'intérêts d'emprunt.

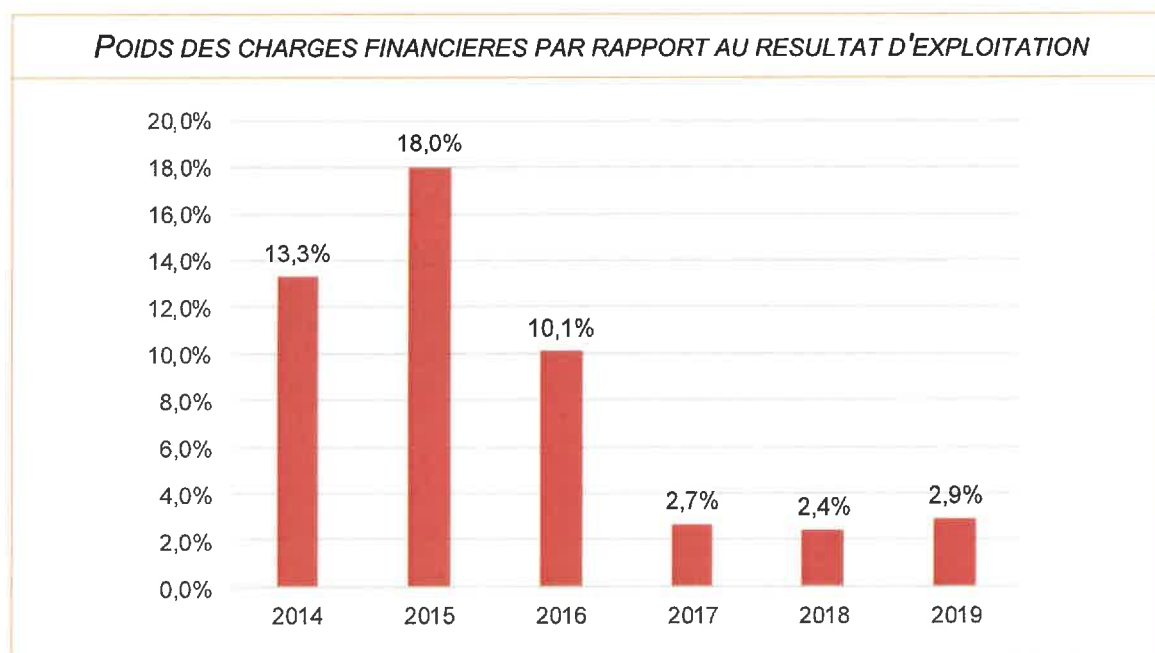


Le résultat financier s'est amélioré entre 2014 et 2018, du fait de l'épuration des dettes de la société (notamment apport en compte courant d'associé de la Communauté d'agglomération).

Par contre, celui-ci s'est à nouveau dégradé en 2019 car la structure a contracté de nouveaux emprunts en 2019 pour financer les investissements réalisés.

Le résultat financier s'élève en 2019 à – 5 804,41 €.

De même, on constate que le poids des charges financières sur le résultat d'exploitation est très faible, ce qui est positif.



4. Le calcul de l'imposition de la société

Montant de l'impôt dû au titre de l'exercice avant imputation de la réduction d'impôt	0 €
Montant de la réduction d'impôt mécénat	- 2 700 €
Montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	0 €
Total	- 2 700 €
Total créances Etat (inscrite dans l'actif au bilan)	214 261 €

On constate une nette baisse de l'imposition de la société en 2019.

En effet, la structure ne sera pas redevable de l'impôt sur la société du fait de la perte constatée en 2019.

Par ailleurs, il est important de préciser que le CICE disparaît en 2019. Il a été remplacé par une baisse des cotisations sociales pour les employeurs.

5. LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

En vue d'une analyse plus approfondie des chiffres que nous venons de vous présenter, nous avons souhaité vous préciser les principaux soldes intermédiaires de gestion, adaptés à l'analyse de l'activité de notre société.

5.1. LA VALEUR AJOUTEE PRODUITE

La valeur ajoutée se calcule en soustrayant du chiffre d'affaires et de la vente des marchandises, le coût des matières premières et des marchandises, de la sous-traitance, des autres achats et des charges externes.

On obtient une valeur ajoutée pour 2019 de **2 169 777 €**, soit 47 % du chiffre d'affaires. Elle est en baisse de 11% par rapport à 2018. Cela s'explique par l'augmentation des postes sous-traitance et charges externes comme expliqué précédemment.

5.2. L'EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION

L'excédent brut d'exploitation (EBE), qui mesure la performance économique de notre société, c'est-à-dire celle que réalise sa seule exploitation, avant prise en compte de décisions « politiques » ou d'incidences fiscales qui n'affectent, elles, que le résultat final, est négatif en 2019 **(- 22 632 €)**.

6. DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

La société a contracté en 2019 trois emprunts supplémentaires pour le financement :

- d'une benne à ordures ménagères GNV, pour un montant de 175 000 € ;
- de 3 bennes à ordures ménagères pour un montant de 480 000 € ;

→ de la conteneurisation en bacs du secteur Nord pour un montant de 324 000 €.

Depuis sa création, la société a emprunté 2 067 509 € auprès des banques, pour le financement de son matériel. Le montant total de la dette inscrite au bilan au 31 décembre 2019 est de 1 446 728,20 € (montant multiplié par deux par rapport à 2018).

Un emprunt se termine en 2020 et quatre autres en 2022.

7. INFORMATIONS SUR LE SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS DE L'EXERCICE

Article D. 441 I, 1° du Code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 A 30 JOURS	31 A 60 JOURS	61 A 90 JOURS	91 JOURS ET PLUS
Montant total TTC des factures concernées	294 509 €	821 022 €	9 600 €	0 €
Pourcentage du montant total TTC des achats de l'exercice	26 %	73%	1%	0%

CONCLUSION :

Saumur Agglopropreté a été mandatée dès 2019 pour travailler sur la préparation de la mise en place du nouveau contrat de gestion des déchets avec l'Agglomération, au 1^{er} janvier 2020, dans un contexte d'élargissement du périmètre 2020.

Ce travail préparatoire a généré dès 2019 des charges exceptionnelles, des investissements substantiels, et un recours important à l'endettement, qui ont dégradé sensiblement les ratios bilantiels.

La perte de l'exercice 2019 s'élève à -178 078 €.

La dette auprès des établissements de crédit augmente du fait aux différents emprunts contractés en 2019 pour le financement des investissements (+105%) et dégrade les ratios liés à l'endettement :

- le taux d'endettement net (endettement net / capitaux propres) augmente fortement en 2019. Il s'élève à 88% contre un taux d'endettement net de 38% en 2018 ;
- le ratio Capitaux propres / endettement baisse à 54% (contre 141% en 2018) ;
- le ratio d'autonomie financière (Capitaux propres / Total du bilan) diminue à 21 % (contre 38% en 2018).

Toutefois, la structure financière de la société reste solide. Les capitaux propres de l'entreprise diminuent de 21 % en 2019, mais se maintiennent à un niveau confortable (787 634 € au 31 décembre 2019) grâce aux bénéfices accumulés lors des exercices précédents.

Cette structure financière solide a permis de préparer sereinement avec les services de l'Agglomération la mise en place du nouveau contrat pour le 1^{er} janvier 2020, en anticipant au maximum les actions à réaliser pour être opérationnel dès le 1^{er} janvier 2020 (investissements, organisation, communication...).

Une vigilance particulière sera portée en 2020 sur :

- l'équilibre budgétaire du nouveau contrat (le budget prévisionnel prévoit une hausse des charges à hauteur de 50% et un ajustement de la rémunération prévisionnelle de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à hauteur de 7 000 000 € HT)
- le niveau de trésorerie, qui sera impacté par les décaissements liés aux investissements, les décalages d'exploitation entre les décaissements et les encaissements liés à l'augmentation de l'activité.

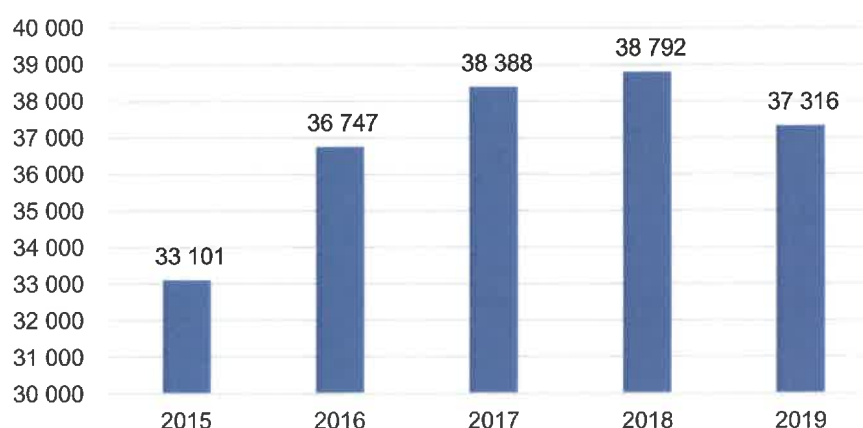
Partie 3. L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULE

L'essentiel de l'activité de Saumur Agglopropreté en 2019 est lié à la mise en œuvre du contrat d'obligation de service public avec la Communauté d'agglomération. Ce contrat, prévu initialement pour une durée de 4 ans jusqu'au 31 décembre 2018, a été prolongé d'un an.

Les éléments ci-dessous présentent une vision synthétique de l'activité opérationnelle de l'année 2019. Pour plus de détail, il importe de se reporter au rapport d'activité de l'année 2019.

1. ELEMENTS DE SYNTHESE

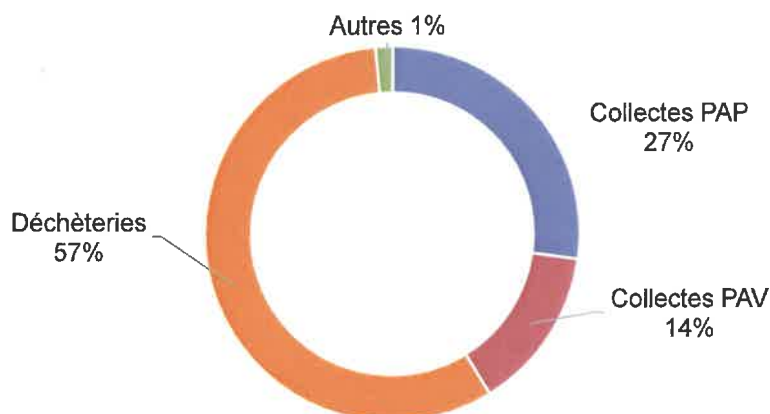
Quantité de déchets collectés (en tonnes)



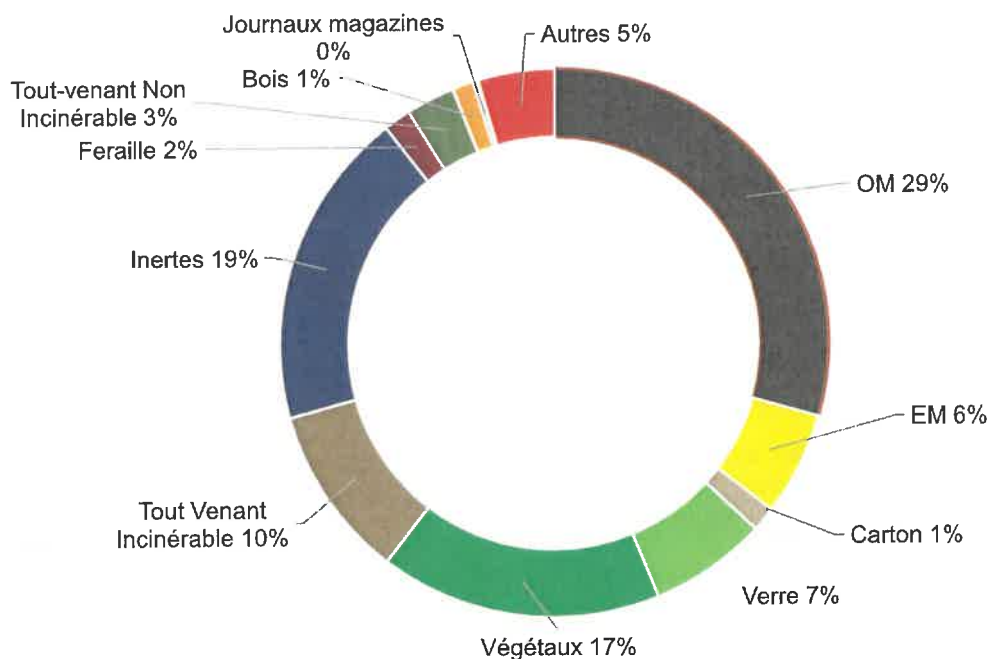
La quantité des déchets collectés (PAP + PAV + déchèteries) est en baisse de 3,8% entre 2019 et 2018.

Collectes PAP	10 143
Collectes PAV	5 254
Déchèteries	21 363
Autres	556
Total	37 316

Quantité de déchets collectés par type de collecte (en tonnes)



Quantité de déchets collectés par type de déchets (en tonnes)



Avec une population de 51 603 habitants, chaque usager a produit 723 kgs de déchets en 2019 (-6,8% par rapport à 2018).

Le coût annuel par usager de la gestion des déchets est de 96,08 € HT en 2019 contre 92,22 € HT en 2018. L'augmentation de ce coût par usager trouve son origine dans les dépenses d'exploitation qui ont été engagées dès l'exercice 2019 pour préparer la mise en œuvre du nouveau périmètre d'activité de la société à partir du 1^{er} janvier 2020.

Le coût d'un kilo de déchet est de 0,133 € contre 0,119 € en 2018.

Les véhicules de la société ont parcouru, en 2019, 387 530 kms. Ces déplacements ont généré :

- une consommation de 167 940 litres de carburants, représentant la somme de 196 094 € HT ;
- des dépenses d'entretien qui s'élèvent à environ 160 000 € HT.

2. CERTIFICATION ET LABELLISATION

Une salariée a été formée en 2018 pour être responsable QSE. Elle a pour mission, en plus de la sécurité et de la gestion des ICPE qu'exploite la société, d'engager l'entreprise dans une démarche RSE, pour valoriser l'existant et développer de nouvelles actions.

En 2019, la société a continué son engagement dans le label Envol, en faveur de l'environnement.

Un audit de renouvellement a eu lieu le 10 octobre 2019. L'auditeur a confirmé que la démarche mise en œuvre au sein de Saumur Agglopropreté répond aux exigences du référentiel EnVol. Le label a été renouvelé.

L'audit a mis en avant l'engagement de la direction et de la responsable de l'animation environnement pour développer la démarche environnementale tant en interne qu'en externe, vis à vis :

- d'abord de la population utilisatrice des installations (signalétique –accueil) ;
- mais aussi des écoles de Saumur (actions de sensibilisation à la gestion des déchets).

3. EVOLUTIONS DU CONTRAT D'OBLIGATION DE SERVICE PUBLIC

Le contrat entre la société et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a été prolongé d'un an, du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.

La collectivité a aussi souhaité missionner la SPL par une délibération de février 2018 pour assurer l'animation et l'exploitation du service déchets ménagers et assimilés sur le territoire de l'agglomération à partir du 1^{er} janvier 2020.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a déterminé les niveaux de service souhaités ainsi que le mode de financement.

Durant l'année 2019, la SPL a travaillé sur son organisation interne et sur le calibrage de la prestation pour la collectivité et a fait des propositions techniques et organisationnelles à l'Agglomération pour atteindre ces niveaux de service.

Ce travail a nécessité une réflexion de fonds sur les moyens matériels et humains pour assurer une prestation de qualité dès le 1^{er} janvier 2020 :

- sur un territoire dont la surface couverte est en hausse de 119% et dont le nombre d'habitants collectés augmente de 62% ;
- en planifiant et en mettant en œuvre une harmonisation progressive des niveaux de service entre des territoires aux modes de fonctionnement différents ;
- sans multiplier les changements pour les habitants ;
- en assurant une bonne communication en amont pour les habitants.

Au printemps 2019, une chargée de projet a été recrutée pour mettre en œuvre ce travail. Les recrutements complémentaires ont été effectués durant l'été 2019.

De nombreux marchés ont également été lancés pour procéder à l'achat des matériels nécessaires (bennes à ordures, caissons pour les déchèteries, conteneurisation du secteur Nord...) mais aussi pour renouveler les marchés concernant les prestations de sous-traitance (transport et traitement des déchets).

Des rencontres avec toutes les communes intégrant le nouveau périmètre d'activité de la SPL ont été réalisées en septembre pour présenter la structure, caler la prestation et la communication auprès des usagers.

Au dernier trimestre 2019, 6 réunions publiques ont eu lieu sur le nouveau territoire et la SPL Saumur Agglopropreté a assuré, dès novembre 2019, une mission sur le territoire Nord de l'Agglomération avec la distribution de bacs sur les 12 communes.

La forme juridique du contrat a évolué. Il s'agit désormais d'un contrat de quasi-régie.

4. INSERTION ET HANDICAP

L'entreprise s'engage à recourir à de l'emploi d'insertion, en sous-traitance. Ainsi, la prestation de nettoyage des déchets déposés au pied des colonnes enterrées sur la ville de Saumur est déléguée au CAVA depuis juillet 2018 ; auparavant, elle était déléguée à la Régie de Quartiers du Saumurois.

Le marché de nettoyage des vêtements de travail a également été réservé en octobre 2019 aux entreprises sociales et solidaires. Il a été attribué à l'ADAPEI. Saumur Agglopropreté travaille aussi avec l'ADAPEI pour le nettoyage des gobelets lavables.

La SPL travaille aussi avec Aspire service sur des parcours professionnels, pour des besoins en personnel (conducteurs ou agents de déchèterie).

5. MECENAT

Conformément au souhait du conseil d'administration, Saumur Agglopropreté soutient tous les ans des associations qui s'engagent à ses côtés pour réduire les déchets et développer le tri et la valorisation.

Ainsi, en 2019, la société a soutenu :

- L'association Aspire pour l'ensemble de ses actions en faveur de la réduction et de la valorisation des déchets et notamment les actions sur les textiles, la réparation de vieux vélos et l'engagement dans une démarche zéro déchet en interne ;
- Le comité équestre pour l'ensemble des actions mises en place lors des différents événements pour réduire les déchets et encourager le public et les participants à trier ;
- L'association Saumur Loire Basket 49, pour l'ensemble de ses actions en faveur de la réduction des déchets dans son fonctionnement général et lors de ses événements.

6. MARCHES PASSES EN 2019

			
MARCHE		DUREE	CHOIX
2019-01	Commissaires aux comptes	6 ans	Attribution à TGS Audit pour un montant de 10 080 € HT / an
2019-02	Assurances (4 lots) - groupement de commande	5 ans + 1	Lot 1 attribué à la SMACL (4 149,98 € TTC /an) Lot 2 attribué à la SMACL (10 427,12 € TTC /an) Lot 3 attribué à HISCOX (1 008,20 € TTC /an) Lot 4 attribué à la SMACL (24 236,76 € TTC /an)
2019-03	Acquisition d'un nettoyeur haute pression		Attribution à MONTANIER pour un montant de 27 800 € HT
2019-04	Chargement, transport, traitement des bois A et B issus de la déchetterie de Champ de Liveau	9 mois	Attribution à LOIRE COMPOST ENVIRONNEMENT pour un montant de 10 400 € HT
2019-05	Acquisition de sacs plastiques jaunes		Attribution à BARBIER pour un montant de 18 221,84 € HT
2019-06	Géolocalisation	74 mois	Attribution à Styx Mobil inn pour un montant de 90 214 € H.T
2019-07	Acquisition de 2 BOM		Attribution à EUROVOIRIE pour 318 600 € HT
2019-08	Acquisition d'une BOM		Attribution à EUROVOIRIE pour 159 300 € HT
2019-09	Centre de transfert	5 ans + 1	Attribution à la SEMA-E pour 2 788 728 € HT sur la durée totale du marché soit 464 788 € HT / an
2019-10	Achat de 30 caissons de déchetteries		Attribution à MATEX pour 136 500 € HT
2019-11	Mise en balle des cartons	3 ans renouvelable 3 fois 1 an	Attribution à l'entreprise PASSENAUD pour un montant de 75 600 € HT sur la durée totale du marché
2019-12	Distribution des bacs pour le secteur de Vernail et Allonnes		Attribution à ESE France pour 123 415 € HT
2019-13	Fourniture d'une remorque porte caisson routière		Attribution à CHARRIER pour un montant de 38 700 € HT
2019-14	Fourniture de vêtements de travail - accord cadre	26 mois renouvelable 2 fois 1 an	Lot 1 attribué à NORME ET STYLE (39 683,54 € HT) Lot 2 attribué à OREXAD (1 529,97 €) Lot 3 attribué à OREXAD (1 735,76 €) Lot 4 attribué à NORME ET STYLE (419,9 € HT)
2019-15	Gardiennage des sites	1 an renouvelable 2 fois 1 an	Attribution à COQUERIE SECURITE PRIVEE pour un montant de 103 849,75 € HT / an
2019-16	Traitement des déchets verts	5 ans éventuellement renouvelable 1 fois 1 an	Attribution à LOIRE COMPOST ENVIRONNEMENT - SARL MOULIN DE CHASLES pour un montant de 898 500 € (sur la durée totale du marché soit 6 ans)
2019-17	Traitement des déchets inertes	5 ans éventuellement renouvelable 1 fois 1 an	Attribution à l'entreprise RAMBAULT pour les lots 1 (262 440 € HT) et 3 (63 180 € HT) et à l'entreprise JUSTEAU pour le lot 2 (105 000 € HT) - montants sur la durée totale du marché
2019-18	Gestion des pneumatiques (groupement de commande)	3 ans	Attribution à CAILLEAU PNEUS PROFIL+ pour un montant de 80 567 € HT sur la durée du marché
2019-19	Nettoyage des vêtements de travail	1 an renouvelable 2 fois 1 an	Attribution à ADAPEI pour 33 796,20 € HT / an
2019-20	Enfouissement des déchets non-incinérables	5 ans éventuellement renouvelable 1 fois 1 an	Attribution à VEOLIA - GRANDJOUAN SACO pour un montant de 765 000 € HT sur la durée totale du marché (hors TGAP)
2019-21	Traitement des déchets bois	36 mois pour les lots 1 et 2 et 26 mois pour les lots 3 et 4	Attribution à DUFEU pour le lot 1 (74 910 € HT), le lot 3 (10 945 € HT), le lot 4 (17 050 € HT) et à LOIRE COMPOST ENVIRONNEMENT - SARL MOULIN DE CHASLES pour le lot
2019-22	Collecte et traitement des déchets chimiques (hors-eco DDS)	3 ans	Attribution à TRIADIS pour un montant de 113 684,65 € HT sur la durée totale du marché

Partie 4. Engagements de la collectivité au sein de la SPL Saumur Aggloproprete

1 CAPITAL SOUSCRIT

Le capital souscrit par la Communauté d'agglomération s'élève à 80 000 €. Il est réparti en 80 actions d'une valeur de 1 000 € chacune.

Ces actions ont été transférées au 1^{er} janvier 2017 à la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire de la Communauté d'agglomération Saumur Loire Développement.

2 AVANCE EN COMPTE COURANT D'ASSOCIE

La Communauté d'agglomération n'a pas concédé d'avance en compte courant d'associé à la SPL.

3 GARANTIE

Conformément à l'article 62 du Contrat d'Obligation de Service Public, la Spl Saumur Agglopropreté a demandé à la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Anjou une garantie à première demande d'un montant de 191 044 €.

Cette garantie a expiré à l'échéance du Contrat d'Obligation de Service Public le 31 décembre 2019.

4 LES CONVENTIONS ET CONTRATS

4.1 LES EVOLUTIONS DU CONTRAT D'OBLIGATION DE SERVICE PUBLIC

La Communauté d'agglomération a voté le 29 mars 2018 un avenant au contrat d'obligation de service public entre la SPL Saumur Agglopropreté et elle-même.

Cet avenant avait pour objet de prolonger le contrat d'un an et de confier à la SPL une mission d'accompagner de la collectivité dans la mise en œuvre du service en 2020. Par ailleurs, cet avenant autorise la SPL à mettre en place un service de vente de compost pour les usagers du territoire sur la déchèterie de Bellevue. Ces modifications se sont faites sans revalorisation de la redevance versée par la collectivité à la SPL pour la mise en œuvre du contrat.

Un contrat de quasi-régie est mis en place depuis le 1^{er} janvier 2020.

4.2 LES AUTRES CONTRATS

La SPL assure pour le compte de la communauté d'agglomération la collecte des corbeilles dans les zones d'activité, ainsi que le balayage des zones d'activités.

Partie 5. Apports de la SPL à la collectivité

La création de la SPL a permis à la collectivité de se doter d'un outil pour la gestion de son service déchets ménagers et pour la propreté, qui présente de nombreux intérêts pour la collectivité.

1 Rappel : présentation de l'outil SPL

EPL = Entreprises publiques locales		
Entreprises	Publiques	Locales
Les EPL sont des sociétés anonymes régies pour l'essentiel par le Code de commerce. Ce statut est gage de souplesse, de réactivité et de transparence pour les collectivités locales à la fois actionnaires et clientes. Dans les Sem, les actionnaires privés apportent leur savoir-faire et contribuent au management de l'entreprise. Comme toutes les entreprises, les EPL recherchent la satisfaction du client, la performance de gestion, la création de résultats ainsi que la motivation de ses salariés et actionnaires.	Les EPL interviennent dans le cadre des compétences des collectivités locales et se voient ainsi confier la réalisation ou la gestion de multiples missions et services d'intérêt public. Le capital des EPL est majoritairement ou exclusivement détenu par les collectivités locales. Une telle maîtrise est pour ces dernières l'assurance que les EPL intégreront pleinement leurs orientations stratégiques et politiques.	L'une des principales forces des Epl réside dans la connaissance du territoire dans lequel elles sont enracinées. Elles apportent des solutions adaptées aux enjeux locaux, privilégient les ressources locales, créent des emplois de proximité durables et sont des entreprises indélocalisables.

La performance

Les SPL proposent une véritable gestion d'entreprise, source de performance, de réactivité et de souplesse. Leurs salariés relèvent du droit privé de même que leur comptabilité. Satisfaction du client, recherche de la rentabilité, rapidité des circuits de décision, adéquation constante des moyens aux objectifs de l'entreprise, sont les autres véritables plus apportés par les SPL à la gestion publique locale.

L'ancrage territorial

Les SPL sont des entreprises localement enracinées et dédiées à l'attractivité, au développement et à la cohésion des territoires de leurs actionnaires publics. Elles apportent des solutions adaptées aux enjeux locaux, privilégient les ressources locales, créent des emplois de proximité durables et sont des entreprises indélocalisables.

La sécurité

Les élus administrateurs de SPL disposent d'un régime de protection sécurisée puisque la responsabilité civile relève de la collectivité et non de l'élu mandataire.

La transparence

Les SPL se caractérisent également par la transparence de leur gestion. Ce sont des sociétés très contrôlées, cumulant des contrôles internes (contrôle analogue) et externes à la fois publics (par exemple : Chambre régionale des comptes) et privés (par exemple : Services fiscaux).

La priorité donnée à l'intérêt général et aux citoyens

Si les SPL doivent s'inscrire dans une logique de performance, celle-ci n'est pas guidée par une recherche exclusive de profits. Dans une EPL, l'intérêt général et celui des citoyens priment sur les intérêts purement financiers.

Souplesse dans la contractualisation juridique

La SPL constitue un « prestataire privé à actionnaires publics ». La Collectivité peut s'adresser librement sans mise en concurrence à une SPL pour des prestations ou des missions classiquement définies comme des marchés publics.

L'absence de telles procédures est synonyme d'un gain de temps et d'argent non négligeable dans la conduite des projets. Pour une ville de plus de 150 000 habitants, on évalue entre 70 000 et 100 000 euros le coût par projet urbain des appels d'offres dont les Spl permettent de se dispenser. Le gain de temps est lui estimé entre 3 et 6 mois pour chaque projet (*source : Fédération des EPL*).

Evolutivité : Au fil du temps, les projets et missions confiés peuvent évoluer sans que cela n'affecte la nature et le régime de ces relations contractuelles

Par ailleurs, la SPL Saumur Agglopropreté permet d'apporter à la collectivité des **garanties financières**. En effet, les résultats de l'exercice 2018 et des exercices précédents sont positifs et ont contribué à renforcer les fonds propres de la société. Ceux-ci s'élèvent à 783 k€ au 31/12/2018). Cette solidité financière signifie une capacité accrue à investir, une capacité à anticiper et à préparer les projets en amont (exemple : investissements en véhicules, conteneurisation du secteur Nord dès 2019), mais aussi une capacité à résister à des crises majeures et à leurs conséquences financières (exemple : crise sanitaire du Covid-19).

Cette souplesse a notamment permis de préparer et d'anticiper le nouveau contrat de quasi-régie avec la CASVL, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2020 :

- communication avec les élus, réunions publiques d'information avec les usagers ;
- programmation en amont des investissements nécessaires (investissements en véhicules, conteneurisation du secteur Nord dès 2019);
- préparation opérationnelle : recrutements, prestations d'intérim, organisation des tournées,...

2 LES RESSOURCES PROCUREES A LA COLLECTIVITE

La société a poursuivi en 2019 la gestion du service que lui a confié la CASVL, avec deux objectifs : la qualité du service procuré aux usagers et la maîtrise des charges de gestion.

La revente des matériaux collectés permet de dégager des recettes importantes, malgré les fluctuations des cours. A partir de juillet 2019, la SPL a transféré certains produits à l'Agglomération suite à un changement de repreneur.

Par ailleurs, le recouvrement de la redevance spéciale effectué par la SPL a permis de collecter la somme de 388 951.65 € auprès des professionnels (stable par rapport à 2018).

Ces ressources viennent compléter la redevance forfaitaire versée par la CASVL pour financer le service.

3 LES SERVICES RENDUS A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

La SPL assure principalement la gestion des déchets pour la communauté d'agglomération.

Elle a aussi en charge des contrats de propreté pour les zones d'activités.

Elle assure aussi la gestion des déchets dans diverses manifestations organisées par l'EPCI ou ses satellites (Anjou Vélo Vintage) mais aussi pour certains services de la collectivité (ex. service gens du voyage).

Partie 6. Exercice du mandat d'administrateur

1. LES REPRESENTANTS DE LA CASVL AU SEIN DE LA SPL

Pour rappel, la société est gérée par un Conseil d'administration, où siègent 10 administrateurs, dont 8 sont les représentants de la Communauté d'Agglomération.

Les représentants de la Communauté d'agglomération sont les suivants :

- Mme. Sophie Anguenot
- M. Anatole Micheaud
- M. Grégory Pierre
- M. Dominique Sibileau
- M. Jean-Michel Marchand
- M. Jean-Marcel Supiot
- M. Éric Touron
- M. Jean-Luc Lhémanne

M. Supiot a été réélu président du conseil d'administration.

La Communauté d'Agglomération détient 80 % des actions et est représentée à l'Assemblée générale par M. Anatole MICHEAUD.

2. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2019, 7 conseils d'administration ont eu lieu :

Le 27 mars 2019, consacré essentiellement :

- au bilan annuel de l'année 2018 avec la validation du rapport de gestion ;
- à l'arrêté des comptes 2018 ;
- à un point sur la préparation de l'organisation de la société pour 2020.

Le 15 mai 2019, consacré essentiellement :

- à la validation du projet de rapport de mandataire ;
- à un point sur la préparation de l'organisation de la société pour 2020.

Le 10 juillet 2019, consacré essentiellement :

- à la création d'une CAO spéciale ;
- à l'achat de bennes à ordures ménagères.

Le 11 septembre 2019, consacré essentiellement :

- au financement d'investissements nécessaires assurer le service sur le nouveau périmètre en 2020 ;
- à un point sur la préparation de l'organisation de la société pour 2020.

Le 16 octobre 2019, consacré essentiellement :

- à un point sur l'activité de la société : retour sur l'année 2019 et perspectives 2020.

Le 20 novembre 2019, consacré uniquement à la présentation du projet de contrat avec la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire qui sera mis en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2020.

Le 18 décembre 2019, consacré essentiellement :

- à la validation du contrat de quasi-régie 2020 avec la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour l'exploitation et l'animation du service de gestion des déchets et assimilés de la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;
- à la validation du budget 2020 de la SPL Saumur Agglopropreté.

Par ailleurs, un point sur les marchés (demande d'autorisation pour le lancement et information sur les conditions d'attribution : montants et candidats retenus) a été réalisé régulièrement pendant l'année à l'occasion de plusieurs Conseils d'Administration.

3. ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale a eu lieu le 27 juin 2019.

L'ordre du jour a été le suivant :

- Adoption des comptes et bilan de l'exercice 2018
- Affectation du résultat
- Versement de dividendes
- Adoption du rapport spécial du commissaire aux comptes
- Jetons de présence
- Formalités
- Approbation des conventions règlementées autorisées par le conseil d'administration
- Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes
- Questions diverses